

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2366

19 décembre 2006

SOMMAIRE

Aberdeen Property Funds Pan-Nordic, S.à r.l., Luxembourg	113566	Luxembourg	113550
Belgelec Finance S.A., Luxembourg	113566	Kamayama Technologies S.A., Luxembourg	113564
Biotone, S.à r.l., Luxembourg	113531	Mistral Affiliates S.A., Luxembourg	113553
Blaise Desgoffe Holding, S.à r.l., Luxembourg ...	113524	Mistral Fermes Eoliennes S.A., Luxembourg	113553
C&C Construction, S.à r.l., Bereldange	113567	Oasis S.A., Luxembourg	113522
Cheminco S.A., Luxembourg	113567	Oasis S.A., Luxembourg	113531
CMC Capital Luxembourg 2, S.à r.l., Luxembourg	113532	OMG, Observatoire Mondial Géostratégique S.A.	113549
CPI ReCo I, S.à r.l., Luxembourg	113545	Palais des Roses International S.A., Luxembourg	113522
CPI ReCo II, S.à r.l., Luxembourg	113541	Palais des Roses International S.A., Luxembourg	113522
CStone Lumière (Lux), S.à r.l., Luxembourg	113556	Pinnacle Investments Holding S.A., Luxembourg	113565
Digital Trading Service, S.à r.l.	113565	Rether Finance S.A.H., Luxembourg	113531
Eknah Investments S.A.	113568	Rether Participations S.A., Luxembourg	113540
Electrabel Invest Luxembourg S.A., Luxembourg	113566	S.P.P.F S.A. (Société de Prise de Participation	
Fidemon, S.à r.l., Mondcerange	113531	Financière), Luxembourg	113522
Finalta S.A., Luxembourg	113552	Santémédia Group Holding, S.à r.l., Luxembourg	113521
Fiparmo S.A., Luxembourg	113549	Savona S.A.	113568
HBI, S.à r.l., Luxembourg	113557	Sovec S.C.I., Luxembourg	113554
Heros S.A., Luxembourg	113552	T.E.K.S.I. S.A., Dudelange	113553
Huxton S.A., Luxembourg	113531	T.E.K.S.I. S.A., Dudelange	113554
Industra S.A.H., Luxembourg	113552	Ut 451, A.s.b.l., Luxembourg	113522
Ironbridge 2003/4 Luxembourg Holdings, S.à r.l.,		Vasikka S.A.	113565
		Vertigo Holding, S.à r.l., Luxembourg	113565

SANTÉMÉDIA GROUP HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.411.125.

Siège social: L-5365 Luxembourg, 5, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 87.079.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 avril 2002 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1055 du 10 juillet 2002.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2005, enregistrés à Luxembourg, le 15 novembre 2006, réf. LSO-BW04080, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SANTÉMÉDIA GROUP HOLDING, S.à r.l.

Signature

(123670.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

113522

OASIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R. C. Luxembourg B 87.968.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01515, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123372.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

PALAIS DES ROSES INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R. C. Luxembourg B 78.702.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01501, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123373.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

PALAIS DES ROSES INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R. C. Luxembourg B 78.702.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01498, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123377.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

S.P.P.F S.A. (SOCIETE DE PRISE DE PARTICIPATION FINANCIERE), Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R. C. Luxembourg B 90.969.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01427, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123378.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

UT 451, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 16, rue de la Boucherie.
R. C. Luxembourg F 6.633.

STATUTS

Membres fondateurs:

- Monsieur Jean-François Wolff, acteur, de nationalité luxembourgeoise, domicilié 3, rue J.-P. Pescatore, L-2324 Luxembourg;

- Monsieur Christophe Olinger, photographe, de nationalité luxembourgeoise, domicilié 14, rue Tony Dutreux, L-1429 Luxembourg;

- Monsieur François Altwies, employé privé, de nationalité luxembourgeoise, domicilié 15, rue J.-F. Kennedy, L-8141 Bridel;

- Monsieur Jean-Pierre Invernizzi, employé privé, de nationalité italienne, domicilié 3, rue Jean-Pierre Pescatore, L-2324 Luxembourg;

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination UT 451, A.s.b.l. association sans but lucratif. Elle a son siège à L-1247 Luxembourg, rue de la Boucherie, 16.

Art. 2. L'association a pour objet de:

- regrouper des personnes de toutes nationalités désireuses de collaborer à la promotion d'activités récréatives et culturelles pour les adultes et les enfants;

- promouvoir des activités favorisant la connaissance de la langue française et luxembourgeoise, particulièrement au Grand-Duché de Luxembourg;
- créer des livres, CD et autres supports en langues française et/ou luxembourgeoise;
- organiser des pièces de théâtre, en public ou à titre privé, pour les adultes et les enfants;
- favoriser les contacts entre étrangers et autochtones;
- l'association peut s'associer, déléguer et contracter tous services avec des tiers dans le cadre de la réalisation de ses objectifs.

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande verbale.

Art. 5. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai d'un an à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 6. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 7. Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle est de 10 euros.

Art. 9. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

Art. 10. La convocation se fait au moins 10 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 11. Toute proposition écrite signée d'un dixième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts;
- nomination et révocation des administrateurs, du secrétaire ou trésorier;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

Art. 13. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 14. Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par note circulaire envoyée à leur adresse.

Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de 3 années par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Art. 16. Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus.

Art. 17. Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un Directeur chargé de la gestion journalière.

Art. 18. Il représente l'association dans les relations avec les tiers. L'association sera valablement engagée à l'égard de ceux-ci par la signature du Directeur ou d'un membre du conseil d'administration en fonction mais toujours obligatoirement jointe à celle du trésorier.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale.

Afin d'examen, l'assemblée désigne un réviseur de caisse chargé de remettre son rapport à l'assemblée générale. Le mandat de celui-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

Art. 20. En cas de liquidation les biens sont affectés à une organisation ayant des buts similaires.

Art. 21. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites.

Art. 22. Les ressources de l'association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur,
- les revenus occasionnés par les activités,

le tout servant à couvrir les frais de fonctionnement et à préparer de nouvelles activités.

Art. 23. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération à l'exception de celle du Directeur, chargé de la gestion journalière, et du personnel engagé par l'association.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

Ainsi fait à Luxembourg, le 21 octobre 2006.

J.-F. Wolff / Ch. Olinger / F. Altwies / J.-P. Invernizzi

Fondateurs

Enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2006, réf. LSO-BW00632. – Reçu 243 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(123405.3//104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

BLAISE DESGOFFE HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R. C. Luxembourg B 121.210.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-seventh day of September,
Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

RBS PENSION TRUSTEES LIMITED, a limited liability company existing under the laws of England and Wales, having its registered office in 3 Princess Way, Redhill, Surrey, RH1 1NP, United Kingdom, with registration number 2726164;
Here represented by Ms. Véronique Leccia, residing in the United Kingdom, by virtue of a proxy given under private seal dated 26 September 2006.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name BLAISE DESGOFFE HOLDING, S.à r.l., which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire or sell or other disposition and to hold, directly or indirectly, interests, participations or units in Luxembourg or foreign entities (including but not limited to entities involved in wind power industry), by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the «Connected Companies»), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;
- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

3.4 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II.- Capital, Shares

5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at thirty thousand four hundred Euro (EUR 30,400.-) represented by one thousand two hundred and sixteen (1,216) shares of twenty-five Euros (EUR 25.-) each (hereafter referred to as the «Shares»). The holders of the Shares are together referred to as the «Shareholders».

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

8. Redemption of shares.

8.1 The Company shall have the power to acquire Shares in its own capital under the following conditions and only to the extent that sufficient distributable reserves or funds, as provided in article 15, are available.

8.2 The acquisition and disposal by the Company of Shares held by it in its own capital shall take place by virtue of a resolution deciding on the terms and conditions of such acquisition or disposal taken by the shareholders representing at least three-quarter of the paid in capital.

8.3 The redemption of its own Shares will entail for the Company, a reduction of the share capital by cancellation of all redeemed Shares with respect to articles 182 and 199 of the Law.

Chapter III.- Management

9. Management.

9.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of plurality of managers, they will constitute a Board of Managers («conseil de gérance»).

9.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

10. Powers of the sole manager or of the board of managers.

10.1 In dealing with third parties, the sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to articles 9 and 11 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

10.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

11. Representation of the company - Delegation.

11.1 Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of any Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by any Manager.

11.2 Any Manager may delegate its/his/her powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and shall determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Meeting of the board of managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager.

12.2 The board of managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the board of managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

Chapter V.- Business year

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1 January and ends on the 31 December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Distribution right of shares.

15.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

15.2 From the net profits thus determined, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth (10%) of the Company's nominal capital.

15.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

15.5 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI.- Liquidation

16. Dissolution and liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII.- Applicable law

17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2006.

Subscription - Payment

All these Shares have been fully paid up by RBS Pension Trustees Limited, so that the sum of thirty thousand four hundred Euro (EUR 30,400.-) corresponding to a share capital of thirty thousand four hundred Euro (EUR 30,400.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about three thousand two hundred Euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined period:
 - Mark Brian Watt, born on 22, May 1968 in Aberdeen (Scotland, UK), Surveyor, having his residence at 32 Craigmount Gardens Edinburgh EH12 8EA, United Kingdom;
 - LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., public limited company, having its registered office in 20, rue de la Poste, L-2346, Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered under R.C.S. Luxembourg n° B 37.974, incorporated by deed enacted on 28 August 1991 and whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 381 dated 1991 (page 18242); and
 - TCG GESTION S.A., a public limited company, having its registered office in 20, rue de la Poste, L-2346, Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered under R.C.S. Luxembourg n° B 67.822 incorporated by deed enacted on 11 December 1998 and whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 173 dated 16 March 1999 (page 8268);

In accordance with article 11 of the by-laws, the Company shall be bound by the sole signature of any Manager.

- 2) The Company shall have its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

RBS PENSION TRUSTEES LIMITED, une société anonyme, régie par le droit d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 3 Princess Way, Redhill, Surrey, RH1 1NP, Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro 2726164; ici représentée par Madame Véronique Leccia, résidant au Royaume-Uni, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 26 septembre 2006;

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

Titre I^{er}. - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

1. Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de BLAISE DES-GOFFE HOLDING, S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est d'acquérir ou de vendre ou tout autre acte de disposition et la détention, directe ou indirecte, de tous intérêts, participations, parts dans des entités luxembourgeoises ou étrangères (y compris mais non limitées aux entités impliquées dans l'industrie de l'énergie éolienne), par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments de dette ou titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

3.4 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les Sociétés de participation financières.

4. Durée.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Parts

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente mille quatre cents euros (30.400,- EUR) représenté par mille deux cent seize (1.216) parts sociales (les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale de vingt cinq euros (25,- EUR), chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les «Associés».

5.2 Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

8. Rachat de parts propres.

8.1 La Société aura le pouvoir d'acquérir des Parts Sociales de son propre capital sous les conditions suivantes et dans la mesure où des fonds ou des réserves distribuables seraient suffisants et disponibles, tel que dispose l'Article 15.

8.2 L'acquisition et la disposition par la Société de ses propres Parts Sociales aura lieu en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des associés représentant les trois quarts du capital qui fixera les termes et les conditions de ces acquisitions.

8.3 Le rachat de ses propres parts imposera à la Société une réduction de son capital social par annulation des Parts Sociales rachetées conformément à l'article 182 et 199 de la Loi ou à l'introduction d'une nouvelle procédure de transfert des Parts Sociales rachetées à une autre partie.

Titre III. - Gérance

9. Gérance.

9.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

9.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

10. Pouvoirs du conseil de gérance.

10.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, sans préjudice des articles 9 et 11 des présents Statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

10.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

11. Représentation de la société - Délégation.

11.1 Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par la seule signature de tout Gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par tout Gérant.

11.2 Tout Gérant pourra déléguer ses pouvoirs pour les tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et pourra déterminer ses responsabilités et sa rémunération (si c'est le cas), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions appropriées de son mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un Gérant pourra également nommer par téléphone un autre Gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les Gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les Gérants est valable et valide pour autant qu'elle ait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, qui a été dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un Gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales.

Titre V. - Exercice social

14. Exercice social.

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

15. Droit de distribution des parts.

15.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

15.2 Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

15.5 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Titre VI. - Liquidation

16. Dissolution et liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - Loi applicable

17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées, par RBS PENSION TRUSTEES LIMITED, par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente mille quatre cents euros (EUR 30.400,-) correspondant à un capital de trente mille quatre cents euros (EUR 30.400,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ trois mille deux cents Euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1- Sont nommés Gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Mark Brian Watt, né le 22 May 1968 à Aberdeen (Ecosse, RU), Auditeur, ayant sa résidence au 32 Craigmount Gardens, Edimbourg EH12 8EA, Royaume-Uni;

- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 37.974, constitué par un acte notarié en date du 28 août 1991 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 381 de l'année 1991 (page 18242); et

- TCG GESTION S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 67.822 constitué par un acte notarié en date du 11 décembre 1998 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 173 en date du 16 March 1999 (page 8268).

Conformément à l'article 11 des Statuts, la Société est engagée par la seule signature de tout Gérant.

2- Le siège social de la Société est établi au 20, rue de la Poste, L-2346 Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. Leccia, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2006, vol. 29CS, fol. 77, case 2. – Reçu 304 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2006.

J. Elvinger.

(123483.3/211/419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

BIOTONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R. C. Luxembourg B 96.657.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01509, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123379.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

OASIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R. C. Luxembourg B 87.968.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01513, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123381.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

HUXTON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R. C. Luxembourg B 64.506.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW01494, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2006.

Signature.

(123382.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

FIDEMON, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3936 Mondercange, 4, Op Feileschterkeppchen.

R. C. Luxembourg B 103.886.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW02916, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 15 novembre 2006.

Signature.

(123700.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

RETHET FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 9.841.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03582, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123386.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

113532

CMC CAPITAL LUXEMBOURG 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 121.211.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-seventh of September.
Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1. Mr. Derry Crowley, accountant, born in Cork, Ireland, on July 26, 1967, with professional address at 36 Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Ireland;
2. Mr. Donal McCarthy, accountant, born in Cork, Ireland, on October 17, 1967, with professional address at 36 Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Ireland,

both of them here represented by Rachel Uhl, lawyer, with professional address at 15 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, by virtue of two proxies given on September 26, 2006.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the parties appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (hereafter the «Company»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

The Company may at any time be composed of several Shareholders, but not exceeding 40 Shareholders, either as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the acquisition and administration of investment property in Germany. The Company may also acquire ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and manage such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of CMC CAPITAL LUXEMBOURG 2, S.à r.l.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-ville.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, shares

Art. 6. Subscribed capital.

6.1. The capital of the Company is twelve thousand seven hundred Euro (EUR 12,700.-) divided into two hundred (200) Ordinary Shares of fifty Euro (EUR 50.-) each and fifty four (54) A Ordinary Shares of fifty Euro (EUR 50.-) each, all of which are fully paid up.

6.2. Without prejudice to any special rights conferred on the holders of any existing shares or class of share, and in compliance with the Luxembourg Law, any share may be issued with such rights or restriction as the Shareholders may determine.

6.3. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The capital may be changed at any time by a decision of the single Shareholder or by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 17 these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares. Each share entitles its owner to one vote at the general meetings of Shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the single Shareholder or the general meeting of Shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

No shares may be transferred without the unanimous consent of all of the Shareholders.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 9. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a Shareholder. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Chapter III. Board of Managers

Art. 10. Board of Managers.

10.1. Board of Managers and Chairman

10.1.1. The Company will be managed by a Board of Managers, composed of a minimum of five and a maximum of seven Managers, the majority of whom shall be resident in Luxembourg.

10.1.2. The Managers may be divided into two categories, to be respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

10.1.3. Each Manager will be elected by the Shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate. They may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholders' meeting holding a majority of votes. The holders of A Ordinary Shares may propose the appointment and removal of a Manager.

10.1.4. The Board of Managers shall be headed by a Chairman. If the Chairman is not present at any Board Meeting, the Managers present may appoint any one of their number (being a resident of Luxembourg) to act as Chairman for the purpose of the meeting.

10.2. Alternates

10.2.1. Each Manager shall be entitled to appoint an alternate to attend and vote at Board of Managers meetings in his place.

10.2.2. The appointed alternate shall be entitled to receive notices of meetings of the Board of Managers and of all committees of Managers of which his appointor is a member and shall be entitled to attend and vote and be counted in a quorum at any such meeting which his appointor is not personally present and generally to perform all the functions of his appointor in his absence.

10.3. Board Meetings

10.3.1. Board of Managers meetings shall be held at least four times a year in Luxembourg where all major decisions regarding the business of the Company will be made. At least ten clear days' written notice shall be given to each of the Managers of all Board meetings (except if there are exceptional circumstances or the majority of the Managers agree to shorter notice).

10.3.2. Each notice of meeting shall:

- (i) specify a reasonably detailed agenda;
- (ii) be accompanied by any relevant papers; and
- (iii) be sent by courier or facsimile transmission or first class post, or e-mail.

10.3.3. The quorum at a Board meeting shall be three Managers present in person or duly represented, amongst which at least one Manager of each Category if the case may be. If a quorum is not present, the Managers present shall adjourn the meeting to a specified place and time. Notice of the adjourned meeting shall be given by the Company to all Managers.

10.3.4. Board of Managers meetings shall be chaired by the Chairman. If the Chairman is absent from any Board meeting, the Managers present may appoint any one of their number to act as Chairman for the meeting.

10.3.5. At any Board meeting every Manager (or his alternate) present or represented shall have one vote.

10.3.6. All business arising at any Board of Managers meeting shall be determined by resolution passed by a majority of the Managers present or represented, including at least the favourable vote of one Manager of each Category if the case may be. In the case of an equality of votes, the Chairman shall not have a second or casting vote.

10.4. Committees of Managers

10.4.1. The Board of Managers, by unanimous resolution of all of the Managers of the Company may constitute committees of Managers.

10.4.2. The voting and quorum for Board committee meetings shall be the same as for Board of Managers meetings.

Art. 11. Powers of the Manager(s). In dealing with third parties, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of any two Managers, obligatorily one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its members or not either Shareholders or not.

Art. 12. Day-to-day management. The Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several Manager(s) or agent(s) and will determine the Manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the Board of Managers.

Art. 13. Liability - Indemnification. The Board of Managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Manager or officer may be entitled.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a Manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a Manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the single Shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s)

Art. 15. General meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single Shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of Shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the Shareholders by registered mail. In this latter case, the Shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one single Shareholder, the Shareholders may meet in a general meeting of Shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Board of Managers, subsidiarily by Shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the Shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a Shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Managers, which is final, circumstances of «force majeure» so require.

Art. 16. Powers of the meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Managers by law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 17. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of Shareholders representing at least three quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by Shareholders representing at least half of the capital.

One vote is attached to each share.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

Art. 18. Financial Year. The Company's accounting year starts on the 1st of July and ends on the 30th of June of each year.

Art. 19. Adoption of financial statements. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the single Shareholder or, as the case may be, to the general meeting of Shareholders for approval.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 20. Appropriation of profits.

20.1. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

20.2. Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

20.3. The balance is at the disposal of the Shareholders. The Shareholders may decide, at the majority vote, that the profit be either distributed, carried forward and allocated to an extraordinary reserve.

20.4. Distributions

20.4.1. Where a distribution of profits is to take place, the A Ordinary Shareholders shall be entitled, in priority to any payment of dividend on or distribution in respect of any other class of shares in the Company, to be paid a sum equal to the amount of the Share Premium.

20.4.2. If a distribution would result in the cumulative amounts received by the Shareholders from the Company (whether by dividend on, or distribution in respect of the Shares, redemption or re-purchase of Shares or reduction of capital involving payment or otherwise, winding up or voluntary liquidation, repayment of principal and/or payment of interest on loans or otherwise but not including a payment pursuant to sub-clause 20.4.1.) exceeding the Invested Capital plus the Preferred Return as defined in the Shareholders' agreement (the «Threshold Amount»), then any distributions of sums in excess of the Threshold Amount shall be made:

- (a) as to 80% thereof to the Shareholders;
- (b) as to 20% thereof to the A Ordinary Shareholders.

20.4.3. Save as provided for in Clause 20.4.1, and 20.4.2. no rights shall attach to the A Ordinary Shares.

Chapter VI. Dissolution, liquidation

Art. 21. Dissolution, liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

In case the Company liquidates, the A Ordinary Shares are entitled to a preferred distribution on the liquidation proceeds, consisting of the amount equal to the total premium paid on the Ordinary Shares and thereafter 20% of any excess over 15% per annum simple return on the total amounts invested by the shareholders in the Company whether by way of subscription for shares or by shareholder loans or otherwise (but not including any share premium). The balance of the liquidation proceeds will be distributed to the Ordinary Shares.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 22. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on June 30, 2007.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the appearing parties declare to subscribe the whole capital as follows:

1. Mr. Derry Crowley, prenamed: 100 Ordinary Shares + 27 A Ordinary Shares
2. Mr. Donal McCarthy, prenamed: 100 Ordinary Shares + 27 A Ordinary Shares

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twelve thousand seven hundred Euro (EUR 12,700) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at two thousand Euro.

Resolutions of the shareholders

The Shareholders resolve to:

1. Appoint the following persons as:

Category A Managers:

- Mr. Derry Crowley, accountant, born in Cork, Ireland, on July 26th, 1967, with professional address at 36 Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Ireland; and

- Mr. Donal McCarthy, accountant, born in Cork, Ireland, on October 17th, 1967, with professional address at 36 Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Ireland.

Category B Managers:

- Mr. Georges Deitz, companies' director, born in Luxembourg on June 8th 1958, with professional address at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg;

- Mrs. Sonja Linz, companies' director, born in Bettembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on April 10th, 1958, with professional address at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg; and

- Mr. Pascal Noël, companies' director, born in Thionville, France, on May 31st, 1962, with professional address at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

2. Appoint Mr. Georges Deitz, prenamed, as Chairman of the Board of Managers.

3. Fix the address of the Company at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

1. M. Derry Crowley, comptable, né à Cork, Irlande, le 26 juillet 1967, ayant son adresse professionnelle au 36, Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Ireland;

2. M. Donal McCarthy, comptable, né à Cork, Irlande, le 17 octobre 1967, ayant son adresse professionnelle au 36, Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Ireland,

Tous deux représentés par Rachel Uhl, juriste, ayant son adresse professionnelle au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en vertu de deux procurations données le 26 septembre 2006.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre 1^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

La Société peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la gestion d'investissement immobilier en Allemagne. La Société peut également prendre des participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination CMC CAPITAL LUXEMBOURG 2, S.à r.l.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du Gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, parts sociales

Art. 6. Capital souscrit.

6.1. Le capital social est fixé à douze mille sept cent Euros (EUR 12.700,-) représenté par deux cents (200) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de cinquante Euros (EUR 50,-) chacune, et cinquante-quatre (54) parts sociales ordinaires A de cinquante Euros (EUR 50,-) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

6.2. Sans préjudice d'un quelconque droit spécifique conféré aux porteurs d'une quelconque part sociale ou classe de part sociale existante, et conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute part sociale peut être émise avec les droits ou restrictions que les Associés détermineront.

6.3. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et diminution du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'Associé unique ou des Associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par l'article 17 de ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire une voix à l'assemblée générale des Associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Associé unique ou des Associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec le consentement unanime de tous les Associés.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

Chapitre III. Gérant(s)

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.

10.1. Conseil de Gérance et Président

10.1.1. La société est gérée par un Conseil de Gérance, composé au minimum de cinq et au maximum de sept gérants, la majorité desquels doivent être résidents au Luxembourg.

10.1.2. Les Gérants peuvent être divisés en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

10.1.3. Chaque Gérant sera élu par l'assemblée générale des Associés, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par une décision des Associés représentant une majorité des voix. Les titulaires de parts sociales ordinaires A peuvent proposer la nomination et la révocation d'un Gérant.

10.1.4. Le Conseil de Gérance sera présidé par un Président. Si le Président n'est pas présent à l'une réunion du Conseil de Gérance, les Gérants peuvent nommer l'un d'entre eux (qui soit un résident luxembourgeois) afin d'agir en tant que président pour la réunion.

10.2. Mandats

10.2.1. Chaque Gérant peut être autorisé à désigner un mandataire pour assister et voter à la réunion du Conseil de Gérance à sa place.

10.2.2. Le mandataire désigné sera autorisé à recevoir les convocations aux réunions du Conseil de Gérance et de tous les comités de Gérants dont son mandant est membre et sera autorisé à assister et voter et sera comptabilisé dans le quorum d'une telle réunion quelconque à laquelle son mandant n'est pas personnellement présent et généralement de remplir toutes les fonctions de son mandant en son absence.

10.3. Réunions du Conseil

10.3.1. Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues au moins quatre fois par an au Luxembourg où toutes les décisions importantes en relation avec les affaires de la Société seront prises. Au moins dix jours avant la tenue de toutes les réunions du Conseil une convocation écrite sera donnée à chaque Gérant (sauf en cas de circonstances exceptionnelles ou si la majorité des Gérants accepte un délai de convocation plus court).

10.3.2. Chaque convocation devra:

- (i) mentionner un agenda précis;
- (ii) être accompagnée de toute documentation adéquate;
- (iii) être envoyée par courrier ou facsimile ou courrier express ou par e-mail.

10.3.3. Le quorum d'une réunion du Conseil devra être de trois Gérants présents ou représentés, parmi lesquels au moins un Gérant de chaque catégorie le cas échéant. Si le quorum n'est pas atteint, les Gérants présents ajourneront

la réunion à une date et place ultérieure. Une notification de la réunion ajournée sera donnée par la Société à tous les Gérants.

10.3.4. Les réunions du Conseil de Gérance seront présidées par le Président. Si le Président ne peut être présent, les Gérants présents désigneront l'un d'entre eux pour agir en tant que Président.

10.3.5. Lors de toute réunion du Conseil de Gérance, chaque Gérant (ou son mandataire) présent ou représenté aura une voix.

10.3.6. Toute décision d'affaire lors d'une réunion du Conseil de Gérance sera déterminée par une résolution prise à la majorité des Gérants présents ou représentés, incluant au moins le vote favorable d'un Gérant de chaque catégorie le cas échéant. En cas d'égalité des votes, le Président n'aura pas de second vote ni de voix prépondérante.

10.4. Comités de Gérants

10.4.1. Le Conseil de Gérance, par une décision unanime de tous les Gérants de la Société, pourra constituer des Comités de Gérants.

10.4.2. Le mode de vote et le quorum pour les réunions d'un Comité de Gérance seront les mêmes que pour les réunions du Conseil de Gérance.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, étant obligatoirement un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient Associés ou pas.

Art. 12. Gestion journalière. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/ mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doivent être préalablement approuvés par le Conseil de Gérance.

Art. 13. Responsabilité, indemnisation. Les Gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout Gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de Gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un Associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 14. Conflit d'intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront Gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'actionnaire unique ou des actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s)

Art. 15. Assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par lettre recommandée. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un Associé unique, les Associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la loi sur convocation par le Conseil de Gérance, ou à défaut, par des Associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux Associés en conformité avec la loi indiquera la date, l'heure et le

lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil de Gérance.

Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au Conseil de Gérance en vertu de la loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 17. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant la moitié du capital social.

Chaque action donne droit à une voix.

Chapitre V. Année sociale, Répartition

Art. 18. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

Art. 19. Approbation des comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 20. Affectation des résultats.

20.1. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

20.2. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

20.3. Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

20.4. Distributions

20.4.1. Lors d'une distribution de profits, les associés détenteurs de parts sociales ordinaires A recevront un dividende privilégié qui sera payé avant tout dividende ou toute distribution de bénéfice aux détenteurs des autres parts sociales de la Société. Le montant versé devra être égal au montant de la Prime d'Émission.

20.4.2. Si, suite à une distribution faite par la Société, les montants cumulés reçus par les Associés (que ce soit par le biais de dividende, de distribution liée aux Parts sociales, de remboursement ou de rachat de Parts sociales, ou par réduction du capital social entraînant un payement ou autre, dissolution ou liquidation volontaire, remboursement du principal et/ou payement d'intérêts sur des prêts ou autre, à l'exception de tout payement relevant de la sous-clause 20.4.1) excèdent le Capital Investi («Invested Capital»), augmenté du Retour Préférentiel («Preferred Return»), tels que définis dans le Pacte d'Actionnaires («Shareholders' Agreement»), (soit le «Montant minimum»), toutes les sommes excédant le Montant minimum devront être distribuées comme suit:

(a) 80% du montant aux Associés;

(b) 20% du montant aux Associés détenteurs de parts sociales ordinaires A.

20.4.3. Exception faite des provisions de la Clause 20.4.1, et 20.4.2., aucun droit n'est attaché aux Parts sociales ordinaires A.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

En cas de liquidation de la Société, les Parts sociales ordinaires A donneront droit à un boni de liquidation privilégié, correspondant à un montant égal au total de la prime d'émission payée sur les Parts sociales ordinaires et 20% de la croissance réalisée en excès de 15% des résultats annuels sur les montants totaux investis par les associés de la Société, que ce soit par le biais de souscription aux parts sociales ou par prêts d'associés ou autre (mais n'incluant pas la prime d'émission). Le solde du boni de liquidation sera distribué aux Parts sociales ordinaires.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 22. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 30 juin 2007.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1. M. Derry Crowley, prénommé: 100 Parts Ordinaires + 27 Parts Ordinaires A
2. M. Donal McCarthy, prénommé: 100 Parts Ordinaires + 27 Parts Ordinaires A

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille sept cents Euro (EUR 12.700,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ deux mille Euros.

Décision de l'associé unique

L'actionnaire unique décide de:

1. Nommer les personnes suivantes:

Gérants de Catégorie A:

- M. Derry Crowley, comptable, né le 26 juillet 1967 à Cork, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 36 Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Irlande; et
- M. Donal McCarthy, comptable, né le 17 octobre 1967 à Cork, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 36 Strand Road, Clonakilty, Co. Cork, Irlande.

Gérants de catégorie B:

- M. Georges Deitz, directeur de sociétés, né le 8 juin 1958 au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg;
- Mme Sonja Linz, directrice de sociétés, née le 10 avril 1958 à Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- M. Pascal Noël, directeur de sociétés, né le 31 mai 1962 à Thionville, France, ayant son adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat des gérants est illimitée.

2. Nommer M. Georges Deitz, prénommé, en tant que Président du Conseil de Gérance.
3. Fixer l'adresse du siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2006, vol. 29CS, fol. 76, case 8. – Reçu 127 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2006.

J. Elvinger.

(123485.3/211/549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

RETHET PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 45.457.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03581, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123387.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

CPI ReCo II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 121.200.

—
STATUTES

In the year two thousand and six, on the sixteenth day of October.
Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE (NFR), L.P., having its registered office at 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, 10022 New York, USA, here represented by Julia Vogelweith or Thijs van Ingen, lawyers, residing professionally at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, by virtue of a proxy hereto attached.

This appearing, voting under her/his given authority, announced the formation of a company of limited liability, governed by the relevant law and present articles.

Art. 1. There is formed a company with limited liability (Einmannengesellschaft) which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

Art. 2.

2.1. The Company's object is to acquire or sell or otherwise dispose and to hold, directly or indirectly, interests in foreign real estate, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such interests.

2.2. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

to borrow money in any form, except by way of public offer, or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law.

2.6. The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period to run from this day.

Art. 4. The company will assume the name CPI ReCo II, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) divided into one hundred (100) share quotas of one hundred and twenty-five Euro (125.- EUR) each.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of article 179 (2) of the law related to commercial companies as amended; In this contingency articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the company shall have to be established in writing, and that the clauses related to shareholders' meetings will not apply.

Art. 7. The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law covering companies.

Art. 8. The company's shares are freely transferable between partners. They may only be disposed of to new partners following the passing of a resolution of the partners in general meeting, with a majority amounting to three quarters of the share capital.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the partners will not bring the company to an end.

Art. 10. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

Art. 11. The company is administered by one or several managers, not necessarily partners, appointed by the partners. In case of several managers, they constitute the board of management. In dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act singly in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

Art. 12. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 13. Each partner may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Each partner may appoint a proxy to represent him at meetings.

Any member of the board of management may participate in any meeting of the board of management by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of management can deliberate or act validly only if at least a majority of the members of the board of management is present or represented at a meeting of the board of management. Decisions shall be taken by a majority of votes of the members of the board of management present or represented at such meeting.

The board of management may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of partners owning three-quarters of the company's share capital.

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December 31st, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2006.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 6 hereof.

The general meeting of partners, upon recommendation of the board of managers, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid in amount of such shares. Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions for seen by law.

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The shares have been subscribed and fully paid up in cash by the sole shareholder CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE (NFR), L.P., previously named, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is forthwith at the free disposal of the Company as been proved to the notary.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Extraordinary general meeting

The partner representing the whole of the company's share capital has forthwith unanimously carried the following resolutions:

- 1) The registered office is established at L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, Grand Duchy of Luxembourg.
- 2) The number of managers is fixed at three:
- 3) The meeting appoints as managers of the company for an unlimited period:
 - LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., a Luxembourg public limited liability company, having its registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, Luxembourg R.C.S. B 37.974;
 - Michael Astarita, born in New York (New York-USA) on 19 August 1961, residing at 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York NY10022, USA;
 - Neil Hasson, born in London (United Kingdom) on June 12th, 1965, residing at Ground Floor, Stirling Square 5-7 Carlton Gardens, London SW1Y 5AD, United Kingdom.

The managers have the most extensive powers to act singly on behalf of the company in all circumstances and to authorise acts and activities relating to the company's objectives by their sole signature.

The undersigned notary, who knows English, states that the present deed is worded in English followed by a German version, and that in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit Amtswohnsitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE (NFR), L.P., mit Sitz in 731, Lexington Avenue, 22nd Floor, 10022 New York, USA, hier vertreten durch Julia Vogelweith oder Thijs van Ingen, Juristen, mit beruflicher Adresse in L-2346 Luxemburg, 20, rue de la Poste,

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Diese Komparentin/dieser Komparent, erklärte eine Einmann-Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen, welche den folgenden Satzungen unterliegt.

Art. 1. Es wird hiermit eine EinmannGesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den entsprechenden Gesetzesbestimmungen und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2.

2.1. Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb oder Verkauf oder sonstiges Disponieren von oder die direkte oder indirekte Beteiligung an ausländischen Immobilien, unter anderem durch Zeichnung oder Erwerb jeglicher Wertpapiere und Rechte aufgrund von Anteilen, Kapitalbeteiligung, Zeichnung, Unternehmenskauf oder Option auf den Kauf von Unternehmen, Vermittlung von Geschäften oder ähnlichem, oder durch Schuldtitel in welcher Form auch immer, sowie die Verwaltung, Entwicklung und das Management dieser Beteiligungen.

2.2. Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften, angeschlossenen Unternehmen oder jedem anderen Unternehmen Darlehen gewähren, einschließlich der Erträge von Krediten und/oder Einkünften durch dingliche Besicherung von Forderungen. Sie kann auch zugunsten von Dritten Garantien geben und Sicherheiten zur Besicherung ihrer Verbindlichkeiten oder zur Besicherung ihrer Tochtergesellschaften, angeschlossenen Unternehmen oder aller sonstigen Unternehmen gewähren. Die Gesellschaft kann darüber hinaus Besicherungen für ihr gesamtes oder einen Teil ihres Kapitals verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Besicherungen organisieren.

2.3. Die Gesellschaft kann außerdem in den Erwerb und das Management eines Patentbestandes und/oder in Urheberrechte (Rechte auf geistiges Eigentum) jeder Art und Herkunft investieren.

2.4. Die Gesellschaft kann generell alle Techniken und Instrumente in Zusammenhang mit ihren Investitionen im Hinblick auf ein effizientes Management einsetzen, einschließlich jener Techniken und Instrumente, welche die Gesellschaft gegen Kredit-, Wechselkurs-, Zinssatzrisiken und sonstige Risiken schützen.

2.5. Die Gesellschaft kann insbesondere folgende Geschäfte betreiben, wobei als vereinbart gilt, dass sie sich an keinerlei Transaktionen beteiligt, die als gesetzlich geregelte Tätigkeit des Finanzsektors betrachtet werden:

Zeichnung von Anleihen in jeder Form außer durch öffentliches Angebot oder Inanspruchnahme jeder Art von Kredit, um Geldmittel aufzubringen, einschließlich, jedoch ohne Einschränkung, die Emission von Bonds und Schuldscheinen oder anderen Kapitalinstrumenten auf privater Basis, die Verwendung von derivativen Finanzinstrumenten und ähnlichem;

Gelder vorstrecken, als Darlehen gewähren oder einlegen oder Kredite gewähren, um Schuldtitel zu zeichnen oder zu erwerben, die von einem Luxemburger oder einem ausländischen Unternehmen zu diesem Zweck ausgegeben wurden und die als geeignet gelten, mit oder ohne Besicherung;

Beteiligungen an jeder Garantie, Bürgschaft oder anderen Form von Besicherung, ob durch persönlichen Vertrag oder Hypothekendarlehen oder Belastung für die gesamte oder einen Teil der Transaktion, an Immobilienvermögen (sowohl aktuelles als auch zukünftiges) oder mit Hilfe aller oder einzelner dieser genannten Methoden, zum Zweck der Erfüllung von Verträgen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft und jeglicher angeschlossenen Unternehmen oder Direktoren oder Vorstandsmitgliedern der Gesellschaft oder ihrer angeschlossenen Unternehmen, innerhalb der gesetzlichen Rahmenbedingungen von Luxemburg.

2.6. Die Gesellschaft kann alle gesetzlich zulässigen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen oder Transaktionen oder generell alle Transaktionen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftsgegenstandes und alle direkt oder indirekt mit der Erfüllung ihres Gegenstandes verbundenen Transaktionen in allen oben geschriebenen Bereichen durchführen, jedoch ohne Nutzung des Gesetzes vom 31. Juli 1929 in Bezug auf Holding-Gesellschaften.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft wird gegründet unter der Bezeichnung CPI ReCo II, S.à r.l.

Art. 5. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg. Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 6. Das gezeichnete Aktienkapital wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgesetzt, eingeteilt in einhundert (100) Anteile mit einem Nominalwert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

Wenn und solange alle Anteile in der Hand einer Person sind, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinne von Artikel 179 (2) des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind, unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anzuwenden, das heisst jeder Beschluss des alleinigen Gesellschafters sowie jeder Vertrag zwischen ihm und der Gesellschaft muss schriftlich festgehalten werden und die Bestimmungen über die Generalversammlungen der Teilhaber sind nicht anwendbar.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit unter Massgabe von Artikel 199 des Gesetzes über Handelsgesellschaften abgeändert werden.

Art. 8. Die Anteile können frei unter den Gesellschaftern veräußert werden. Sie können nur an Dritte veräußert werden, nachdem die Gesellschafter durch einen in einer Generalversammlung gefassten Gesellschafterbeschluss mit einer dreiviertel Mehrheit des Gesellschaftskapitals ihr Einverständnis gegeben haben.

Art. 9. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch das Ableben, den Konkurs, die Zahlungsunfähigkeit sowie die gesetzliche Untersagung eines Teilhabers.

Art. 10. Weder Gläubiger noch Erben können, aus welchem Grund auch immer, das Vermögen oder die Bücher der Gesellschaft versiegeln lassen.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet, welche Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein können und welche durch die Gesellschafter ernannt werden. Im Falle von mehreren Geschäftsführern, wird die Gesellschaft durch die Geschäftsführung verwaltet. Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse um die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen und um die Gesellschaft gegenüber Dritten einzeln zu vertreten.

Art. 12. Der oder die Gesellschafter sind einfache Mandatare der Gesellschaft und sie gehen persönlich keine Verbindlichkeiten ein in Bezug auf die Verbindlichkeiten, welche sie im Namen der Gesellschaft und in den Grenzen ihrer Befugnisse eingegangen sind. Sie sind der Gesellschaft gegenüber nur für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter nimmt an den Gesellschaftsbeschlüssen teil mit soviel Stimmen wie er Anteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich durch einen Vollmachtnehmer an Gesellschafterversammlungen vertreten lassen.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle andere verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Geschäftsführung ist nur beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen ihrer auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefaßt.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefaßt werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlußfassung gilt.

Art. 14. Die Gesellschafterbeschlüsse werden mit einfacher Mehrheit des Gesellschaftskapitals gefasst. Beschlüsse, die im Rahmen von Satzungsabänderungen und besonders im Hinblick auf die Auflösung der Gesellschaft gefasst werden, bedürfen der Mehrheit von Gesellschaftern, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals besitzen.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jedes Jahres mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2006 enden wird.

Art. 16. Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist wieder aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des im Artikel sechs festgesetzten gezeichneten Aktienkapitals, so wie es gegebenenfalls angehoben oder herabgesetzt wurde, erreicht hat.

Die Generalversammlung wird, auf Empfehlung des Verwaltungsrates, über Verwendung des Nettogewinnes beschließen.

Im Falle von Anteilen, die nicht voll eingezahlt sind, werden die Dividenden pro rata der Einzahlung ausbezahlt.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften können Vorschussdividenden ausgezahlt werden.

Art. 17. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, (die natürliche oder juristische Personen sein können) und die durch die Generalversammlung die die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Art. 18. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, so wie auf die späteren Änderungen.

Zeichnung und Einzahlung

Der alleinige Gesellschafter, CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE (NFR), L.P., hat sämtliche Anteile voll und ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, worüber dem amtierenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, wird auf EUR 1.300,- geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sofort nach Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2449 Luxemburg, 25B, boulevard Royal, Großherzogtum Luxemburg.
- 2) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf drei festgesetzt.
- 3) Als Geschäftsführer werden auf unbestimmte Dauer ernannt:

- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in L-2346 Luxemburg, 20, rue de la Poste, R.C.S. B 37.974;

- Michael Astarita, geboren in New York (New York-USA) am 19. August 1961, wohnhaft 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York NY10022, USA;

- Neil Hasson, geboren in London (Vereinigtes Königreich) am 12. June, 1965, wohnhaft Ground Floor, Stirling Square 5-7 Carlton Gardens, London SW1Y 5AD, Vereinigtes Königreich.

Die Geschäftsführer haben die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift rechtsgültig zu vertreten und um jedwede Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes durch ihre alleinige Unterschrift zu genehmigen.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache kennt, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gehalten ist, gefolgt von einer deutschen Uebersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die deutsche Fassung massgebend ist.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Vogelweith, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2006, vol. 155S, fol. 73, case 7. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. November 2006.

J. Elvinger.

(123458.3/211/264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

CPI ReCo I, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 121.201.

—
STATUTES

In the year two thousand and six, on the sixteenth day of October.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE, L.P., having its registered office at 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, 10022 New York, USA, here represented by Julia Vogelweith, lawyer, residing professionally at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, by virtue of a proxy hereto attached.

This appearing, voting under her/his given authority, announced the formation of a company of limited liability, governed by the relevant law and present articles.

Art. 1. There is formed a company with limited liability (Einmannengesellschaft) which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

Art. 2.

2.1. The Company's object is to acquire or sell or otherwise dispose and to hold, directly or indirectly, interests in foreign real estate, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administer, develop and manage such interests.

2.2. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

to borrow money in any form, except by way of public offer, or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law.

2.6. The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfill its object as well as all operations connected directly or indirectly to facil-

itating the accomplishment of its purpose in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period to run from this day.

Art. 4. The company will assume the name CPI ReCo I, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) divided into one hundred (100) share quotas of one hundred and twenty-five Euro (125.- EUR) each.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of article 179 (2) of the law related to commercial companies as amended; In this contingency articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the company shall have to be established in writing, and that the clauses related to shareholders' meetings will not apply.

Art. 7. The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law covering companies.

Art. 8. The company's shares are freely transferable between partners. They may only be disposed of to new partners following the passing of a resolution of the partners in general meeting, with a majority amounting to three quarters of the share capital.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the partners will not bring the company to an end.

Art. 10. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

Art. 11. The company is administered by one or several managers, not necessarily partners, appointed by the partners. In case of several managers, they constitute the board of management. In dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act singly in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

Art. 12. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 13. Each partner may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Each partner may appoint a proxy to represent him at meetings.

Any member of the board of management may participate in any meeting of the board of management by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of management can deliberate or act validly only if at least a majority of the members of the board of management is present or represented at a meeting of the board of management. Decisions shall be taken by a majority of votes of the members of the board of management present or represented at such meeting.

The board of management may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of partners owning three-quarters of the company's share capital.

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December 31st, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2006.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 6 hereof.

The general meeting of partners, upon recommendation of the board of managers, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid in amount of such shares. Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions for seen by law.

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The shares have been subscribed and fully paid up in cash by the sole shareholder CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE, L.P., previously named, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is forthwith at the free disposal of the Company as been proved to the notary.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Extraordinary general meeting

The partner representing the whole of the company's share capital has forthwith unanimously carried the following resolutions:

- 1) The registered office is established at L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal, Grand Duchy of Luxembourg.
- 2) The number of managers is fixed at three.
- 3) The meeting appoints as managers of the company for an unlimited period:
 - LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., a Luxembourg public limited liability company, having its registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, Luxembourg R.C.S. B 37.974;
 - Michael Astarita, born in New York (New York-USA) on 19 August 1961, residing at 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York NY10022, USA;
 - Neil Hasson, born in London (United Kingdom) on June 12th, 1965, residing at Ground Floor, Stirling Square 5-7 Carlton Gardens, London SW1Y 5AD, United Kingdom.

The managers have the most extensive powers to act singly on behalf of the company in all circumstances and to authorise acts and activities relating to the company's objectives by their sole signature.

The undersigned notary, who knows English, states that the present deed is worded in English followed by a German version and that in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendsechs, den sechzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE, L.P., mit Sitz in 731, Lexington Avenue, 22nd Floor, 10022 New York, USA, hier vertreten durch Julia Vogelweith, Juristin, mit beruflicher Adresse in L-2346 Luxemburg, 20, rue de la Poste, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Diese Komparentin/dieser Komparent, erklärte eine Einmann-Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen, welche den folgenden Satzungen unterliegt.

Art. 1. Es wird hiermit eine EinmannGesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den entsprechenden Gesetzesbestimmungen und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2.

2.1. Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb oder Verkauf oder sonstiges Disponieren von oder die direkte oder indirekte Beteiligung an ausländischen Immobilien, unter anderem durch Zeichnung oder Erwerb jeglicher Wertpapiere und Rechte aufgrund von Anteilen, Kapitalbeteiligung, Zeichnung, Unternehmenskauf oder Option auf den Kauf von Unternehmen, Vermittlung von Geschäften oder ähnlichem, oder durch Schuldtitel in welcher Form auch immer, sowie die Verwaltung, Entwicklung und das Management dieser Beteiligungen.

2.2. Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften, angeschlossenen Unternehmen oder jedem anderen Unternehmen Darlehen gewähren, einschließlich der Erträge von Krediten und/oder Einkünften durch dingliche Besicherung von Forderungen. Sie kann auch zugunsten von Dritten Garantien geben und Sicherheiten zur Besicherung ihrer Verbindlichkeiten oder zur Besicherung ihrer Tochtergesellschaften, angeschlossenen Unternehmen oder aller sonstigen Unternehmen gewähren. Die Gesellschaft kann darüber hinaus Besicherungen für ihr gesamtes oder einen Teil ihres Kapitals verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Besicherungen organisieren.

2.3. Die Gesellschaft kann außerdem in den Erwerb und das Management eines Patentbestandes und/oder in Urheberrechte (Rechte auf geistiges Eigentum) jeder Art und Herkunft investieren.

2.4. Die Gesellschaft kann generell alle Techniken und Instrumente in Zusammenhang mit ihren Investitionen im Hinblick auf ein effizientes Management einsetzen, einschließlich jener Techniken und Instrumente, welche die Gesellschaft gegen Kredit-, Wechselkurs-, Zinssatzrisiken und sonstige Risiken schützen.

2.5. Die Gesellschaft kann insbesondere folgende Geschäfte betreiben, wobei als vereinbart gilt, dass sie sich an keinerlei Transaktionen beteiligt, die als gesetzlich geregelte Tätigkeit des Finanzsektors betrachtet werden:

Zeichnung von Anleihen in jeder Form außer durch öffentliches Angebot oder Inanspruchnahme jeder Art von Kredit, um Geldmittel aufzubringen, einschließlich, jedoch ohne Einschränkung, die Emission von Bonds und Schuldscheinen oder anderen Kapitalinstrumenten auf privater Basis, die Verwendung von derivativen Finanzinstrumenten und ähnlichem;

Gelder vorstrecken, als Darlehen gewähren oder einlegen oder Kredite gewähren, um Schuldtitel zu zeichnen oder zu erwerben, die von einem Luxemburger oder einem ausländischen Unternehmen zu diesem Zweck ausgegeben wurden und die als geeignet gelten, mit oder ohne Besicherung;

Beteiligungen an jeder Garantie, Bürgschaft oder anderen Form von Besicherung, ob durch persönlichen Vertrag oder Hypothekendarlehen oder Belastung für die gesamte oder einen Teil der Transaktion, an Immobilienvermögen (sowohl aktuelles als auch zukünftiges) oder mit Hilfe aller oder einzelner dieser genannten Methoden, zum Zweck der Erfüllung von Verträgen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft und jeglicher angeschlossenen Unternehmen oder Direktoren oder Vorstandsmitgliedern der Gesellschaft oder ihrer angeschlossenen Unternehmen, innerhalb der gesetzlichen Rahmenbedingungen von Luxemburg.

2.6. Die Gesellschaft kann alle gesetzlich zulässigen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen oder Transaktionen oder generell alle Transaktionen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftsgegenstandes und alle direkt oder indirekt mit der Erfüllung ihres Gegenstandes verbundenen Transaktionen in allen oben geschriebenen Bereichen durchführen, jedoch ohne Nutzung des Gesetzes vom 31. Juli 1929 in Bezug auf Holding-Gesellschaften.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft wird gegründet unter der Bezeichnung CPI ReCo I, S.à r.l.

Art. 5. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg. Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 6. Das gezeichnete Aktienkapital wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgesetzt, eingeteilt in einhundert (100) Anteile mit einem Nominalwert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

Wenn und solange alle Anteile in der Hand einer Person sind, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinne von Artikel 179 (2) des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind, unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anzuwenden, das heisst jeder Beschluss des alleinigen Gesellschafters sowie jeder Vertrag zwischen ihm und der Gesellschaft muss schriftlich festgehalten werden und die Bestimmungen über die Generalversammlungen der Teilhaber sind nicht anwendbar.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit unter Massgabe von Artikel 199 des Gesetzes über Handelsgesellschaften abgeändert werden.

Art. 8. Die Anteile können frei unter den Gesellschaftern veräussert werden. Sie können nur an Dritte veräussert werden, nachdem die Gesellschafter durch einen in einer Generalversammlung gefassten Gesellschafterbeschluss mit einer dreiviertel Mehrheit des Gesellschaftskapitals ihr Einverständnis gegeben haben.

Art. 9. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch das Ableben, den Konkurs, die Zahlungsunfähigkeit sowie die gesetzliche Untersagung eines Teilhabers.

Art. 10. Weder Gläubiger noch Erben können, aus welchem Grund auch immer, das Vermögen oder die Bücher der Gesellschaft versiegeln lassen.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet, welche Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein können und welche durch die Gesellschafter ernannt werden. Im Falle von mehreren Geschäftsführern, wird die Gesellschaft durch die Geschäftsführung verwaltet. Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse um die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen und um die Gesellschaft gegenüber Dritten einzeln zu vertreten.

Art. 12. Der oder die Gesellschafter sind einfache Mandatare der Gesellschaft und sie gehen persönlich keine Verbindlichkeiten ein in Bezug auf die Verbindlichkeiten, welche sie im Namen der Gesellschaft und in den Grenzen ihrer Befugnisse eingegangen sind. Sie sind der Gesellschaft gegenüber nur für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter nimmt an den Gesellschaftsbeschlüssen teil mit soviel Stimmen wie er Anteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich durch einen Vollmachtnehmer an Gesellschafterversammlungen vertreten lassen.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle andere verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Geschäftsführung ist nur beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen ihrer auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefaßt.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefaßt werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlußfassung gilt.

Art. 14. Die Gesellschafterbeschlüsse werden mit einfacher Mehrheit des Gesellschaftskapitals gefasst. Beschlüsse, die im Rahmen von Satzungsabänderungen und besonders im Hinblick auf die Auflösung der Gesellschaft gefasst werden, bedürfen der Mehrheit von Gesellschaftern, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals besitzen.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jedes Jahres mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2006 enden wird.

Art. 16. Vom Nettogewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Verpflichtung ist wieder aufgehoben, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des im Artikel sechs festgesetzten gezeichneten Aktienkapitals, so wie es gegebenenfalls angehoben oder herabgesetzt wurde, erreicht hat.

Die Generalversammlung wird, auf Empfehlung des Verwaltungsrates, über Verwendung des Nettogewinnes beschließen.

Im Falle von Anteilen, die nicht voll eingezahlt sind, werden die Dividenden pro rata der Einzahlung ausbezahlt.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften können Vorschussdividenden ausgezahlt werden.

Art. 17. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, (die natürliche oder juristische Personen sein können) und die durch die Generalversammlung die die Auflösung beschlossen hat, unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Art. 18. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, so wie auf die späteren Änderungen.

Zeichnung und Einzahlung

Der alleinige Gesellschafter, CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE, L.P., hat sämtliche Anteile voll und ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, worüber dem amtierenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, wird auf EUR 1.300,- geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sofort nach Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2449 Luxemburg, 25B, boulevard Royal, Großherzogtum Luxemburg.
- 2) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf drei festgesetzt.
- 3) Als Geschäftsführer werden auf unbestimmte Dauer ernannt:

- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in L-2346 Luxemburg, 20, rue de la Poste, R.C.S. B 37.974;

- Michael Astarita, geboren in New York (New York-USA) am 19. August 1961, wohnhaft 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York NY10022, USA;

- Neil Hasson, geboren in London (Vereinigtes Königreich) am 12. June 1965, wohnhaft Ground Floor, Stirling Square 5-7 Carlton Gardens, London SW1Y 5AD, Vereinigtes Königreich.

Die Geschäftsführer haben die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift rechtsgültig zu vertreten und um jedwede Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes durch ihre alleinige Unterschrift zu genehmigen.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache kennt, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gehalten ist, gefolgt von einer deutschen Uebersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die deutsche Fassung massgebend ist.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.
Gezeichnet: J. Vogelweith, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2006, vol. 155S, fol. 73, case 6. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. November 2006.

J. Elvinger.

(123463.3/211/264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

FIPARMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 70.642.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03575, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123389.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

OMG, OBSERVATOIRE MONDIAL GEOSTRATEGIQUE S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 81.544.

Par la présente, je vous informe de ma démission en qualité d'administrateur de la société OMG, OBSERVATOIRE MONDIAL GEOSTRATEGIQUE S.A., et ce, depuis le 16 août 2001.

Leuze, le 14 novembre 2006.

M. Lamiroy.

Enregistré à Luxembourg, le 16 novembre 2006, réf. LSO-BW04425. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123615.2//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

IRONBRIDGE 2003/4 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Share capital: EUR 4,723,050.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 104.449.

In the year two thousand and six, on the twenty-fifth day of August.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, to whom second notary will remain the present deed.

There appeared:

IRONBRIDGE CAPITAL 2003/4 LP, a limited partnership constituted by an agreement entered into on January 29th, 2004, as amended, under the laws of the United Kingdom, registered as a limited partnership in the United Kingdom under Limited Partnership Act 1907 with number LP 009211, having its registered office at Queensgate House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, represented by IRONBRIDGE CAPITAL G.P. LIMITED, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands whose registered office is at Queensgate House P0 Box 1093 South Church Street George Town Grand Cayman, Cayman Islands (IC GP), represented by Dwight Dubé, acting in his capacity as director of IC GP,

here represented by Mrs Katarzyna Kuszewska, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Grand Cayman, Cayman Islands, on August 24th, 2006.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholders acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That IRONBRIDGE CAPITAL 2003/4 LP is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name IRONBRIDGE 2003/4 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-duchesse Charlotte, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 104.449 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated November 4, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 142 of February 16th, 2005. The articles of association have been amended for the last time by a deed of August 23th, 2006, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. That the share capital of the Company is set at four million seven hundred twenty-three thousand and fifty Euro (EUR 4,723,050) represented by 50 Class A Shares, 42,028 Class B Shares, 14,814 Class C Shares, 44,910 Class D Shares, 36,010 Class E Shares, 44,910 Class F Shares, 6,050 Class G Shares, 50 Class H Shares, 50 Class I Shares and 50 Class J Shares in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of twenty-five Euro (EUR 25) to bring it from its present amount of four million seven hundred twenty-three thousand fifty Euro (EUR 4,723,050) to four million seven hundred twenty-three thousand seventy-five Euro (EUR 4,723,075) by the issuance of one Class G Share (1) with a par value of twenty-five Euro (EUR 25), having the same rights and obligations as the existing corresponding shares.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed, declares to subscribe for the one thousand Class G Share (1) and to fully pay them up by a contribution in cash of seven million seventy-seven thousand forty-nine Euro sixty-one cents (EUR 7,077,049.61), of which twenty-five Euro (EUR 25) shall be allocated to the share capital of the Company and seven million seventy-seven thousand four Euro sixty-one cents (EUR 7,077,024.61) to the share premium account of the Company.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

«The Company's corporate capital is fixed at four million seven hundred twenty-three thousand and seventy-five Euro (EUR 4,723,075), represented by 50 Class A Shares, 42,028 Class B Shares, 14,814 Class C Shares, 44,910 Class D Shares, 36,010 Class E Shares, 44,910 Class F Shares, 6,051 Class G Shares, 50 Class H Shares, 50 Class I Shares and 50 Class J Shares in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up, and each share class shall track the performance and returns of certain underlying assets which it tracks.

The share capital of the Company may be increased or reduced one or more times by a resolution of the general meeting of partners, adopted in the manner required for amendment of these Articles.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may thus inter alia issue various classes of redeemable convertible tracking bonds, it being specified that each class of bonds shall track and be convertible into the class of shares bearing the same denomination.»

There being no further business, the meeting is closed.

Estimated costs

The aggregate amount of costs, remunerations or expenses which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately EUR 74,500.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxyholder, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-cinquième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de son confrère empêché Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier reste dépositaire du présent acte.

A comparu:

IRONBRIDGE CAPITAL 2003/4 LP, une société à responsabilité limitée, organisée conformément au droit du Royaume-Uni, enregistrée en tant que société en commandite simple au Royaume-Uni régie par la loi de 1907 sur les sociétés en commandite simple sous le numéro LP 009211, ayant son siège social à Queensgate House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmanes, représentée par IRONBRIDGE CAPITAL G.P. LIMITED, une société constituée aux Iles Caïmanes ayant son siège social à Queensgate House PO Box 1093 South Church Street George Town Grand Cayman, Iles Caïmanes (IC GP), représentée par Dwight Dubé, agissant en tant que directeur de IC GP.

représentée par Mademoiselle Katarzyna Kuszewska, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 24 août 2006.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- IRONBRIDGE CAPITAL 2003/4 LP, est le seul associé (l'Associé Unique) de IRONBRIDGE 2003/4 LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 65, boulevard Grande-duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, immatriculé auprès du Registre du commerce et des Sociétés under number B 104.449 (the Company constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 4 novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 16 février 2005 sous le numéro 142 (la Société) dont les statuts furent modifiés en dernier lieu suivant acte passé le 23 août 2006 par M^e Henri Hellinckx, non encore publié au Mémorial C, recueil des Sociétés et Associations;

- le capital social de la Société est actuellement fixé à quatre millions sept vingt-trois mille cinquante euros (EUR 4.723.050), représenté par 50 parts sociales de classe A, 42.028 parts sociales de classe B, 14.814 parts sociales de classe C, 44.910 parts sociales de classe D, 36.010 parts sociales de classe E, 44.910 parts sociales de classe F, 6.050 parts sociales de classe G, 50 parts sociales de classe H, 50 parts sociales de classe I et 50 parts sociales de classe J, sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

La partie comparante, représentée par le mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique de la Société décide d'augmenter le capital social souscrit par un montant de vingt-cinq euros (EUR 25) pour le porter de son montant actuel de quatre millions sept cent vingt-trois mille cinquante euros (EUR 4.723.050) à quatre millions sept cent vingt-trois mille soixante-quinze euros (EUR 4.723.075) par l'émission d'une nouvelle part sociale de classe G (1) d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25), ayant les mêmes droits que les parts sociales correspondantes déjà existantes.

Intervention - Souscription - Libération

Ces faits exposés, l'Associé Unique, préqualifié et représenté comme décrit ci-dessus, déclare souscrire la part sociale de classe G (1) et la libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant de sept millions soixante-dix-sept mille quarante-neuf euros et soixante et un cents (EUR 7.077.049,61) dont vingt-cinq euros (EUR 25) seront affectés au capital social de la société et sept millions soixante-dix-sept mille vingt-quatre euros et soixante et un cents (EUR 7.077.024,61) au compte de prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à quatre millions sept vingt-trois mille soixante-quinze euros (EUR 4.723.075), représenté par 50 parts sociales de classe A, 42.028 parts sociales de classe B, 14.814 parts sociales de classe C, 44.910 parts sociales de classe D, 36.010 parts sociales de classe E, 44.910 parts sociales de classe F, 6.051 parts sociales de classe G, 50 parts sociales de classe H, 50 parts sociales de classe I et 50 parts sociales de classe J, sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, et chaque classe de parts évoluera en fonction des résultats et revenus produits par les investissements auxquels elles correspondent.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances.

La Société pourra, entre autres choses, émettre différentes classes d'obligations en reflet, convertibles remboursables, étant entendu que chaque classe d'obligations devra correspondre et être remboursable dans la classe d'actions portant la même dénomination.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital, à environ EUR 74.500.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Kuszewska, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2006, vol. 29CS, fol. 48, case 11. – Reçu 70.770,50 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2006.

J. Delvaux.

(124653.3/208/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2006.

FINALTA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 80.538.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03571, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123390.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

HEROS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 111.593.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03570, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123391.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

INDUSTRA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 33.400.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03569, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123392.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

MISTRAL FERMES EOLIENNES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 109.547.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03568, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123394.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

MISTRAL AFFILIATES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 103.517.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03567, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123395.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

T.E.K.S.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération.
R. C. Luxembourg B 113.061.

L'an deux mille six, le seize octobre.

Par-devant Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de T.E.K.S.I. S.A. avec siège social au L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 113.061, constituée suivant acte Frank Molitor de Dudelange en date du 6 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 661 du 31 mars 2006.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Fabrice Maire, chef d'entreprise, demeurant à Fagnieres (France), qui désigne comme secrétaire Muriel Lehmann, employée privée, demeurant à Hayange (France).

L'Assemblée choisit comme scrutateur Nadine Fougeron, kinésologue, demeurant à Fagnieres (France).

Le Président expose d'abord que:

I.- La présente Assemblée a pour ordre du jour:

- Modification de l'objet social avec adaptation de l'article 4 des statuts.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut partant délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix et par votes séparés, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée modifie l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet l'achat et la vente de produits de bien-être.

La société a pour objet le transport de colis et de marchandises à l'aide de véhicules n'excédant pas 3,5 tonnes, poids maximum autorisé de même que toute participation dans toutes opérations, sociétés, entreprises, commerces ou industries pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement y compris toutes opérations immobilières, mobilières et financières et plus généralement toutes opérations quelconques contribuant à la promotion et la réalisation de cet objet.»

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: F. Maire, M. Lehmann, N. Fougeron, F. Molitor.

113554

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 octobre 2006, vol. 907, fol. 63, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 26 octobre 2006.

F. Molitor.

(123563.3/223/44) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

T.E.K.S.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération.

R. C. Luxembourg B 113.061.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 26 octobre 2006.

F. Molitor.

(123565.3/223/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

SOVEC S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R. C. Luxembourg E 3.245.

STATUTS

L'an deux mille six, le trois novembre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach.

Ont comparu:

1.- La société anonyme COVERDI S.A., avec siège social à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 113.498,

ici représentée par Monsieur Thierry Hellers, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, agissant en sa qualité d'administrateur de ladite société et en sa qualité de mandataire de l'administrateur Monsieur Gernot Kos, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 31 octobre 2006.

2.- La société MAPLEVALE INTERNATIONAL LIMITED, avec siège social au 44 Upper Belgrave Road, Clifton, Bristol, BS82XN, Royaume-Uni, inscrite au registre de commerce de Cardiff sous le numéro 4755257,

ici représentée par Monsieur Christophe Mignani, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 23 décembre 2002,

lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le notaire instrumentant et les comparants, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont déclaré former par les présentes une société civile régie par la loi afférente et par les présents statuts.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les comparants une société civile qui existera entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront le devenir ultérieurement.

Cette société sera régie par les présents statuts, ainsi que par les lois luxembourgeoises, notamment les articles 1832 à 1872 du Code Civil.

Art. 2. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous terrains et immeubles ou parts d'immeubles qu'elle pourra acquérir au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dont notamment, l'acquisition, la vente, le partage d'immeubles, l'acquisition ou la cession de droits immobiliers généralement quelconques, le démembrement de tout droit immobilier, la location partielle ou totale des immeubles ainsi acquis, ainsi que toute opération pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et pouvant en faciliter l'extension et le développement, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 3. La société prend la dénomination suivante: SOVEC S.C.I.

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Art. 4. Le siège social est fixé à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des associés réunis en assemblée générale.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis à donner dans les six premiers mois de l'exercice avec effet au 31 décembre, par lettre recommandée à ses co-associés.

Le ou les associés auront le droit de préférence jusqu'à la fin de l'exercice pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les éléments de l'état de situation serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-), divisé en 100 (cent) parts d'intérêt de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les parts d'intérêt ont été souscrites par les associés comme suit:

1.- La société anonyme COVERDI S.A., avec siège social à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 113.498, quatre-vingt-dix-sept parts d'intérêt	97
2.- La société MAPLEVALE INTERNATIONAL LIMITED, avec siège social au 44 Upper Belgrave Road, Clifton, Bristol, BS82XN, Royaume-Uni, inscrite au registre de commerce de Cardiff sous le numéro 4755257, trois parts d'intérêt	3
Total: cent parts d'intérêt	100

Toutes les parts d'intérêt sont entièrement libérées par les versements en espèces dans la caisse de la société, de sorte que la somme de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Art. 7. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers ou non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés, ces derniers, en cas de refus d'agrément, s'obligent à reprendre les parts moyennant paiement de leur valeur, à fixer par voie d'expertise des éléments de l'état de situation.

La cession de parts d'intérêts doit être constatée par un acte authentique ou sous seing privé.

Pour être opposable à la société, la cession doit être faite conformément à l'article 1690 du Code Civil. Pour être opposable aux tiers, la cession doit faire l'objet d'une publicité au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Art. 8. Chaque part donne droit à la propriété sociale et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts qui existent.

Vis-à-vis des créanciers de la société les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, les associés essayeront dans la mesure du possible d'obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un des associés.

L'incapacité juridique, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un ou plusieurs des associés ne mettront pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'incapacité, de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 10. La société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixera leurs pouvoirs et la durée de leur fonction.

Le ou les gérants représenteront la société tant en justice que vis-à-vis de tiers.

Art. 11. Les associés se réunissent en assemblée générale toutes les fois que les affaires de la société ou les associés représentant un quart du capital social le requièrent.

Art. 12. Les convocations aux assemblées ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés quinze jours au moins à l'avance avec indication sommaire de l'objet de la réunion.

L'assemblée pourra même se réunir sur simple convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 13. Tous les associés ont droit d'assister à l'assemblée générale et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un mandataire. L'assemblée ne pourra délibérer que si au moins la moitié des associés, représentant la moitié des parts émises, est présente ou représentée.

Lorsque l'assemblée générale est appelée à délibérer dans les cas prévus à l'article 16 ci-après, elle doit être composée au moins de trois quarts des associés représentant les trois quarts de toutes les parts.

Si ces conditions ne sont pas remplies l'assemblée est convoquée à nouveau et elle délibère valablement, quelque soit le nombre des associés et des parts qu'ils représentent, mais uniquement sur les points ayant figuré sur l'ordre du jour de la première réunion.

Art. 14. Toutes les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents, sauf ce qui est stipulé aux articles 13 alinéa 2 et 16 où les décisions devront être prises à la majorité des trois quarts.

Chaque associé présent ou représenté à l'assemblée a autant de voix qu'il a de parts, sans limitation.

Art. 15. L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport de la gérance, discute, approuve ou redresse les comptes.

Elle autorise tous actes excédant les pouvoirs du ou des gérants. Elle nomme les gérants et fixe leurs pouvoirs, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat.

Art. 16. L'assemblée générale statuera à la majorité des trois quarts des parts émises sur les propositions de modification des statuts, notamment d'augmentation ou de réduction du capital et de la division afférente en parts sociales;

de dissolution, de fusion ou scission ou de transformation en société de toute autre forme, d'extension ou des restrictions de l'objet social.

Art. 17. Les délibérations des assemblées sont consignées sur un registre spécial signé par les associés.

Art. 18. La gérance tient une comptabilité régulière des opérations sociales. Elle établira au 31 décembre et pour la première fois le 31 décembre 2007 un état de situation contenant la liquidation du passif et de l'actif de la société.

Les produits nets de la société, constatés par l'état de situation annuelle, déduction faite des frais généraux, des charges sociales et des amortissements, constituent le bénéfice net.

Ce bénéfice, sauf la partie qui serait mise en réserve par l'assemblée générale ordinaire, sera distribué entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Art. 19. Toutes contestations éventuelles, qui peuvent s'élever entre associés ou entre la société et un associé ou ayant droit d'associé au sujet des affaires sociales pendant le cours de la société, ou de sa liquidation, sont soumises à la juridiction du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A cette fin, tout associé ou ayant droit d'associé doit faire élection de domicile au siège de la société. A défaut de pareille élection de domicile toutes assignations, significations sont valablement faites au parquet du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

Art. 20. Les articles 1832 à 1872 du Code civil ainsi que les dispositions de la loi du 15 août 1915 et ses modifications ultérieures trouvent leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Frais

Le montant des frais, rémunérations et charges incombant à la société en raison des présentes est estimé sans nul préjudice à la somme de sept cent cinquante euros (EUR 750,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'adresse du siège social est fixé à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

Deuxième résolution

Est nommée gérante pour une durée indéterminée:

1.- La société anonyme COVERDI S.A., avec siège social à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 113.498,

laquelle aura tous pouvoirs pour engager la société par les signatures conjointes de ses représentants statutaires, y compris ceux de constituer hypothèque et de donner mainlevée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: T. Hellers, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 8 novembre 2006, vol. 362, fol. 79, case 9. – Reçu 25 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 novembre 2006.

H. Beck.

(123806.3/201/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

CStone LUMIERE (LUX), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R. C. Luxembourg B 115.638.

Extrait de la résolution prise par les gérants de la Société, datée du 31 août 2006

Les gérants de la Société ont décidé en date du 31 août 2006, de transférer le siège de la Société du 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 31 août 2006.

Les gérants de la Société font remarquer en outre que l'adresse professionnelle des gérants suivants de la Société est désormais 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg:

- Mr. Hille-Paul Schut

- Mr. Michel van Krimpen

Luxembourg, le 31 août 2006.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2006, réf. LSO-BV04267. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123459.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

HBI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 771,000.

Registered office: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R. C. Luxembourg B 109.134.

In the year two thousand and six, on the twelfth day of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of HBI, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 109.134 and initially incorporated under the name KPI RETAIL PROPERTY 13, S.à r.l. by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 22 June 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial C»), number 1254, 23 November 2005, page 60151 (the «Company»);

The articles of incorporation of the Company (the «Articles») have been amended several times since its incorporation, in particular:

- the name of the Company has been changed from KPI RETAIL PROPERTY 13, S.à r.l. into HALVERTON BABCOCK INDUSTRIAL, S.à r.l. by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 11 July 2005, published in the Mémorial C, dated 14 December 2005, number 1387, page 65540;

- the Articles have been redrafted by a deed drawn up by the notary Hellinckx, residing at Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on 18 July 2005, published in the Mémorial C, dated 22 June 2006, number 436, page 20908;

- the corporate capital of the Company has been increased from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to one hundred nine thousand five hundred twenty-five Euro (EUR 109,525) by a deed drawn up by the notary Hellinckx, prenamed, on 20 July 2005, published in the Mémorial C, dated 15 March 2006, number 545, page 26117;

- the corporate capital of the Company has been increased from one hundred nine thousand five hundred twenty-five Euro (EUR 109,525) to two hundred and thirty-five thousand seven hundred and seventy-five Euro (EUR 235,775) by a deed drawn up by the notary Hellinckx, prenamed, on 22 July 2005, published in the Mémorial C, dated 15 March 2006, number 540, page 25906;

- the name of the Company has been changed from HALVERTON BABCOCK INDUSTRIAL, S.à r.l. into HBI, S.à r.l. and the corporate capital of the Company has been increased from two hundred and thirty-five thousand seven hundred and seventy-five Euro (EUR 235,775) to three hundred and twelve thousand five hundred and seventy-five Euro (EUR 312,575) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 27 July 2005, published in the Mémorial C, dated 4 March 2006, number 471, page 22587;

- the corporate capital of the Company has been increased from three hundred twelve thousand five hundred and seventy-five Euro (EUR 312,575) to three hundred twenty thousand and three hundred Euro (EUR 320,300) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 28 July 2005, published in the Mémorial C, dated 6 March 2006, number 475, page 22788;

- the corporate capital of the Company has been increased from three hundred twenty thousand and three hundred Euro (EUR 320,300) to four hundred seventy-one thousand one hundred and seventy-five Euro (EUR 471,175) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 10 August 2005, published in the Mémorial C, dated 6 March 2006, number 476, page 22843;

- the corporate capital of the Company has been increased from four hundred seventy-one thousand one hundred and seventy-five Euro (EUR 471,175) to four hundred eighty-eight thousand one hundred and seventy-five Euro (EUR 488,175) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 11 August 2005, published in the Mémorial C, dated 8 March 2006, number 492, page 23616;

- the corporate capital of the Company has been increased from the amount of four hundred eighty-eight thousand one hundred and seventy-five Euro (EUR 488,175) to five hundred twelve thousand six hundred and seventy-five Euro (EUR 512,675) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 12 August 2005, not yet published in the Mémorial C; and

- the corporate capital of the Company has been increased from the amount of five hundred twelve thousand six hundred and seventy-five Euro (EUR 512,675) to five hundred seventeen thousand one hundred and seventy-five Euro (EUR 517,175) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 19 August 2005, not yet published in the Mémorial C;

- the registered office of the Company has been transferred from Niederanven to Luxembourg-City by a deed drawn up by notary Henri Hellinckx, prenamed, on 13 September 2005, published in the Mémorial C, dated 29 March 2006, number 648, page 31084;

- the corporate capital of the Company has been increased from the amount of five hundred seventeen thousand one hundred and seventy-five Euro (EUR 517,175) to five hundred seventy-eight thousand seven hundred and seventy-five Euro (EUR 578,775) by a deed drawn up by the notary Elvinger, prenamed, on 10 October 2005, published in the Mémorial C, dated 20 July 2006, number 1396, page 66997;

- the corporate capital of the Company has been increased from the amount of five hundred seventy-eight thousand seven hundred and seventy-five Euro (EUR 578,775) to six hundred two thousand and five hundred Euro (EUR 602,500) by a deed drawn up by the notary Elvinger, pre-named, on 28 October 2005, published in the Mémorial C, dated 20 July 2006, number 1396, page 66989; and

- the corporate capital of the Company has been increased from the amount of six hundred two thousand and five hundred Euro (EUR 602,500) to seven hundred and seventy-one thousand Euro (EUR 771,000) by a deed drawn up by

the notary Elvinger, prenamed, on 13 December 2005, published in the Mémorial C, dated 27 July 2006, number 1441, page 69130.

The meeting is presided by Mr Régis Galiotto, jurist, residing professionally in Luxembourg, who appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Flora Gibert, jurist, residing at Luxembourg.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and request the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies *ne varietur* will be registered with this deed.

II. It appears from the attendance list, that:

- the seven hundred and fifty (750) shares of class A (referred to as the «A Ordinary Shares»);
- the two hundred and fifty (250) shares of class B (referred to as the «B Ordinary Shares»);
- twenty-two thousand six hundred and seven (22,607) preference shares of class A (hereafter referred to as the «A Preference Shares»); and
- seven thousand two hundred and thirty-three (7,233) preference shares of class B (hereafter referred to as the «B Preference Shares»),

all with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each, representing the entirety of the subscribed capital of the Company, are represented in this extraordinary general assembly.

III. All the shareholders declare having been informed in advance on the agenda of the meeting and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the agenda of the meeting.

IV. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1) To increase the corporate capital of the Company with an amount of fifty Euro (EUR 50) in order to raise it from seven hundred and seventy-one thousand Euro (EUR 771,000) to seven hundred seventy-one thousand and fifty Euro (EUR 771,050) by creating and issuing one (1) new A preference share, with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the «New A Preference Share») plus a share premium to be attached to the New A Preference Share in the amount of seventy-three million four hundred ninety-one thousand eight hundred sixteen Euro and ninety-two cents (EUR 73,491,816.92) (the «New A Preference Share's Share Premium»), and one (1) new B preference share, with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the «New B Preference Share») together with the New A Preference Share referred to as the «New Preference Shares») plus a share premium to be attached to the New B Preference Share in the amount of one hundred one thousand seven hundred eighty Euro and seventy-seven cents (EUR 101,780.77) (the «New B Preference Share's Share Premium») and to resolve to allocate the New A Preference Share's Share Premium and the New B Preference Share's Share Premium to a special reserve not freely distributable during one year from the date hereof;

2) To resolve that the preferential cumulative dividend at the rate of 15% per annum as set forth in clause 5.4. of the Articles shall in respect of the New Preference Shares accrue as of the date of the relevant loans which are set forth in the attached balance sheet of PETERSBERG (as defined herein);

3) To record the subscription and full payment of the New Preference Shares by contribution in kind;

4) To amend article 5.1 of the Articles regarding the corporate capital of the Company so as to reflect the taken decisions, which shall read now as follows:

«5.1 The corporate capital is fixed at seven hundred seventy-one thousand and fifty Euro (EUR 771,050) represented by:

- seven hundred and fifty (750) shares of class A with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «A Ordinary Shares»);
- two hundred and fifty (250) shares of class B with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «B Ordinary Shares»);
- twenty-two thousand six hundred and eight (22,608) preference shares of class A with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «A Preference Shares»); and
- seven thousand three hundred and thirty-four (7,234) preference shares of class B with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «B Preference Shares»).»;

5) Miscellaneous.

After deliberation, the following resolution was taken unanimously in compliance with the Articles and in particular article 13 of the Articles:

First resolution

The Shareholders resolve then to increase the corporate capital of the Company with an amount of fifty Euro (EUR 50) in order to raise it from seven hundred and seventy-one thousand Euro (EUR 771,000) to seven hundred seventy-one thousand and fifty Euro (EUR 771,050) by creating and issuing one (1) new A preference share, with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the «New A Preference Share») plus a share premium to be attached to the New A Preference Share in the an amount of seventy-three million four hundred ninety-one thousand eight hundred sixteen Euro and ninety-two cents (EUR 73,491,816.92) (the «New A Preference Share's Share Premium»), and one (1) new B preference share, with nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the «New B Preference Share») plus a share premium to be attached to the New B Preference Share in the amount of one hundred one thousand seven hundred eighty Euro and seventy-seven cents (EUR 101,780.77) (the «New B Preference Share's Share Premium»).

The Shareholders resolve to allocate the New A Preference Share's Share Premium to a special reserve not freely distributable during one year from the date hereof.

The Shareholders resolve to allocate the New B Preference Share's Share Premium to a special reserve not freely distributable during one year from the date hereof.

Second resolution

The Shareholders resolve that the preferential cumulative dividend at the rate of 15% per annum as set forth in clause 5.4. of the Articles shall in respect of the New Preference Shares accrue as of the date of the relevant loans which are set forth in the attached balance sheet of Petersberg (as defined herein).

Third resolution

The Shareholders record the subscription and the full payment in kind of the New A Preference Share and the New B Preference Share and the related share premium as follows:

1) BGP, a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 97.795 duly represented by Mr Régis Galiotto, notary clerk with professional address in Luxembourg in virtue of a proxy, which shall remain attached to the present minutes, who, after having stated that his principal has full knowledge of the Articles, declares to subscribe in the name of his principal to the ownership of one (1) New A Preference Share, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25), plus a share premium to be attached to such New A Preference Share in the amount of seventy-three million four hundred ninety-one thousand eight hundred sixteen Euro and ninety-two cents (EUR 73,491,816.92), fully paid up by contribution in kind consisting in the contribution of the shares representing 100% of the share capital of PETERSBERG 271. VV, GmbH, with registered seat in Bonn, Germany, registered in the Commercial Register of the Local Court (Amtsgericht) of Bonn under HRB 13983 (herein referred to «PETERSBERG») (the «Contributed Shares»);

as it has been proven to the undersigned notary who expressly acknowledged it:

Description of the Contributed Shares

The outstanding paid up share capital of PETERSBERG equals to twenty-five thousand Euro (EUR 25,000), with reserves for a global amount of seventy-three million four hundred sixty-seven thousand three hundred fifty-five Euro and seventy-two cents (EUR 73,467,355.72) minus a loss of five hundred thirteen Euro and eighty cents (EUR 513.80).

Therefore the Contributed Shares are valued at seventy-three million four hundred ninety-one thousand eight hundred forty-one Euro and ninety-two cents (EUR 73,491,841.92).

Documents evidencing the valuation of the Contributed Shares

The value of the Contributed Shares has been calculated and evaluated as the date of 12 October 2006 at an amount of seventy-three million four hundred ninety-one thousand eight hundred forty-one Euro and ninety-two cents (EUR 73,491,841.92) corresponding to the value of the shares representing 100% in the share capital of PETERSBERG, evaluated, among others, on the basis of the following documents, which will remain here annexed:

- an application form of the authorised representatives of BGP in its capacity as subscriber of the New A Preference Share dated 12 October 2006 confirming the subscription of the New A Preference Share (plus the related share premium) and certifying the valuation and the ownership of the Contributed Shares;
- a valuation report of the management of the Company dated 12 October 2006;
- a copy of the articles of association of PETERSBERG dated 27 September 2005;
- a copy of the balance sheet of PETERSBERG as at 12 October 2006.

Effective implementation of the contribution of the Contributed Shares

BGP, in its capacity as contributor, pre-named, here represented as stated here above, declares that:

- it has the power to transfer the Contributed Shares to the Company;
- there exist no other pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that any of the Contributed Shares to the Company be transferred to it/him;
- the transfer of the Contributed Shares will be effective from the date of the notarial deed enacting the increase of share capital of the Company by creating and issuing the New A Preference Share; and
- all further formalities shall be carried out in Grand Duchy of Luxembourg and in Germany in order to duly formalise the transfer of the Contributed Shares to the Company and to render it effective anywhere and towards any third party.

Pro rata contribution tax payment exemption request

Considering that the above contribution in kind consists in the increase of the share capital and share premium of the Company by way of contribution of at least 65% of all outstanding shares of a joint stock company (société de capitaux) having its registered office in an European Union member State, the Company expressly requests the pro rata tax payment exemption on the basis of Article 4.2 of the Luxembourg law of December 29, 1971, as modified by the law of December 3, 1986, which provides for a fixed rate registration tax perception in such a case.

2) HALVERTON INVESTMENTS LIMITED, a limited liability partnership, incorporated in England and Wales, having its registered office at Fairfax House, 15 Fulwood Place, London WC1V 6AY, England, registered under number 5414614, prenamed, duly represented by Mr Régis Galiotto, notary clerk with professional address in Luxembourg, in virtue of a proxy, which shall remain attached to the present minutes, who, after having stated that his principal has full knowledge of the Articles, declares to subscribe to one (1) New B Preference Share, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) plus a share premium to be attached to such New B Preference Share in the amount of one hundred one thousand seven hundred eighty Euro and seventy-seven cents (EUR 101,780.77), fully paid up by contribution in kind consisting in the contribution of:

- a claim in the amount of thirty-one thousand seven hundred fifty Euro (EUR 31,750) plus accrued interest as of the date hereof of eighteen Euro and eighty-six cents (EUR 18,86) (held by HIL against the Company under the terms and conditions of a loan agreement dated 11 January 2006;

- a claim in the amount of thirty-two thousand five hundred thousand Euro (EUR 32,500) plus accrued interest as of the date hereof of seventeen Euro and two cents (EUR 17,02) held by HIL against the Company under the terms and conditions of a loan agreement dated 13 February 2006; and

- a claim in the amount of thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500) plus accrued interest as of the date hereof of nineteen Euro and eighty-nine cents (EUR 19,89) held by HIL against the Company under the terms and conditions of a loan agreement dated 10 February 2006;

(the «Contributed Claims»);

as it has been proven to the undersigned notary who expressly acknowledged it:

Description of the contribution:

The value of the contribution in kind consisting of the Contributed Claims is estimated at one hundred one thousand eight hundred five Euro and seventy-seven cents (EUR 101,805.77).

As it appears from the documents here below mentioned, presented to the notary, the value of the Contributed Claims corresponds at least to the value of the New B Share and the related share premium to be issued in consideration to the Contributed Claims.

Documents evidencing the valuation of the contribution in kind

The value of the Contributed Shares has been calculated and evaluated as the date of 12 October 2006 at an amount of one hundred one thousand eight hundred five Euro and seventy-seven cents (EUR 101,805.77), among others, on the basis of the following documents, which will remain here annexed:

- an application form of the authorised representatives of HIL in its capacity as subscriber of the New B Preference Share (plus the related share premium) dated 12 October 2006 confirming the subscription of the New B Preference Share (plus the related share premium) and certifying the valuation and the ownership of Contributed Claims;

- a valuation report of the management of the Company dated 12 October 2006;

- a copy of the above mentioned loan agreement dated 11 January 2006; the loan agreement dated 13 February 2006 and loan agreement dated 10 February 2006.

Effective implementation of the contribution

HIL, in its capacity as contributor, prenamed, here represented as stated here above, declares that:

- it has the power to transfer the Contributed Claims to the Company;

- there exist no other pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that any of the Contributed Claims to the Company be transferred to it/him;

- the transfer of the Contributed Claims will be effective from the date of the notarial deed enacting the increase of share capital of the Company by creating and issuing the New B Preference Share; and

- all further formalities shall be carried out in Grand Duchy of Luxembourg in order to duly formalise the transfer of the Contributed Claims to the Company and to render it effective anywhere and towards any third party.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend the beginning of article 5.1 of the Articles regarding the corporate capital of the Company so as to reflect the taken decisions, which shall read now as follows:

«5.1 The corporate capital is fixed at seven hundred seventy-one thousand and fifty Euro (EUR 771,050) represented by:

- seven hundred and fifty (750) shares of class A with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «A Ordinary Shares»);

- two hundred and fifty (250) shares of class B with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «B Ordinary Shares»);

- twenty-two thousand six hundred and eight (22,608) preference shares of class A with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «A Preference Shares»); and

- seven thousand three hundred and thirty-four (7,234) preference shares of class B with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (hereafter referred to as the «B Preference Shares»).»

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 9,000 EUR.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille six, le douze octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés de HBI, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 109.134 et constituée initialement sous la dénomination de KPI RETAIL PROPERTY 13, S.à r.l. en vertu d'un acte reçu, le 22 juin 2005, par le notaire Elvinger, précité, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 1254, le 23 novembre 2005, page 60151 (la «Société»);

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises depuis sa constitution, en particulier:

- la dénomination de la Société a été changée de KPI RETAIL PROPERTY 13, S.à r.l. en HALVERTON BABCOCK INDUSTRIAL, S.à r.l. en vertu d'un acte reçu, le 11 juillet 2005, par le notaire Elvinger, précité, publié au Mémorial C, en date du 14 décembre 2005, numéro 1387, page 65540;

- les Statuts ont été refondus en vertu d'un acte reçu, le 11 juillet 2005, par le notaire Hellinckx, demeurant à Mersch, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, en date du juin 2006, numéro 436, page 20908;

- le capital de la Société a été augmenté de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à cent neuf mille cinq cent vingt-cinq euros (109.525) en vertu d'un acte reçu, le 11 juillet 2005, par le notaire Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, en date du 15 mars 2006, numéro 545, page 26117;

- le capital de la Société a été augmenté de cent neuf mille cinq cent vingt-cinq euros (109.525) à deux cent trente-cinq mille sept cent soixante-quinze euros (235.575 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 22 juillet 2005, par le notaire Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, en date du 15 mars 2006, numéro 540, page 25906;

- la dénomination de la Société a été changée de HALVERTON BABCOCK INDUSTRIAL, S.à r.l. en HBI, S.à r.l. et le capital de la Société a été augmenté de deux cent trente-cinq mille sept cent soixante-quinze euros (235.775 EUR) à trois cent douze mille cinq cent soixante-quinze euros (312.575 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 27 juillet 2005, par le notaire Elvinger, précité, published in the Mémorial C, publié au Mémorial C, en date du 4 mars 2006, numéro 471, page 22587;

- le capital de la Société a été augmenté de trois cent douze mille cinq cent soixante-quinze euros (312.575 EUR) à trois cent vingt mille trois cents euros (320.300 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 28 juillet 2005, par le notaire Elvinger, publié au Mémorial C, en date du 6 mars 2006, numéro 475, page 22788;

- le capital de la Société a été augmenté de trois cent vingt mille trois cents euros (320.300 EUR) à quatre cent soixante et onze mille cent soixante-quinze euros (471.175 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 10 août 2005, par le notaire Elvinger, précité, publié au Mémorial C, en date du 6 mars 2006, numéro 476, page 22843;

- le capital de la Société a été augmenté de quatre cent soixante et onze mille cent soixante-quinze euros (471.175 EUR) à quatre cent quatre-vingt-huit mille cent soixante-quinze euros (488.175 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 11 août 2005, par le notaire Elvinger, précité, publié au Mémorial C, en date du 8 mars 2006, numéro 492, page 23616;

- le capital de la Société a été augmenté de quatre cent quatre-vingt-huit mille cent soixante-quinze euros (488.175 EUR) à cinq cent douze mille six cent soixante-quinze euros (512.675 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 12 août 2005, par le notaire Elvinger, précité, en cours de publication au Mémorial C;

- le capital de la Société a été augmenté de cinq cent douze mille six cent soixante-quinze euros (512.675 EUR) à cinq cent dix-sept mille cent soixante-quinze euros (517.175 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 19 août 2005, par le notaire Elvinger, précité, en cours de publication au Mémorial C;

- le siège social de la Société a été transféré de Niederanven à Luxembourg-Ville en vertu d'un acte reçu, le 13 septembre 2005, par le notaire Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, en date du 29 mars 2006, numéro 648, page 31084;

- le capital de la Société a été augmenté de cinq cent dix-sept mille cent soixante-quinze euros (517.175 EUR) à cinq cent soixante-dix-huit mille sept cent soixante-quinze euros (578.775 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 10 octobre 2005, par le notaire Elvinger, précité, publié au Mémorial C, en date du 20 juillet 2006, numéro 1396, page 66997;

- le capital de la Société a été augmenté de cinq cent soixante-dix-huit mille sept cent soixante-quinze euros (578.775 EUR) à six cent deux mille cinq cents euros (602.500 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 28 octobre 2005, par le notaire Elvinger, précité, publié au Mémorial C, en date du 20 juillet 2006, numéro 1396, page 66989; et

- le capital de la Société a été augmenté de six cent deux mille cinq cents euros (602.500 EUR) à sept cent soixante et onze mille (771.000 EUR) en vertu d'un acte reçu, le 13 décembre 2005, par le notaire Elvinger, précité, publié au Mémorial C, en date du 27 juillet 2006, numéro 1441, page 69130.

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

laquelle désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, juriste, demeurant à Luxembourg.

Les comparants de l'assemblée ayant été désignés, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par les associés ou leurs représentants, par les comparants de l'assemblée et le notaire. La-dite liste et les procurations ne varietur seront enregistrées avec cet acte.

II. Il ressort de la liste de présence que:

- les sept cent cinquante (750) parts sociales de classe A (les «Parts Ordinaires A»);

- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe B (les «Parts Ordinaires B»);

- vingt-deux mille six cent sept (22.607) parts préférentielles sociales de classe A, (les «Parts Préférentielles A»); et

- sept mille deux cent trente-trois (7.233) parts préférentielles sociales de classe B (les «Parts Préférentielles B»);

toutes d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, représentant l'intégralité du capital social sous-crit de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

III. Tous les associés déclarent avoir été préalablement informés de l'agenda et nous ayant dispensé des convocations et formalités requises, l'assemblée peut délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Augmenter le capital de la Société d'un montant de cinquante euros (50 EUR) pour le porter de sept cent soixante et onze mille euros (771.000 EUR) à sept cent soixante et onze mille cinquante euros (771.050 EUR) par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale préférentielle A, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) (la «Nouvelle Part Préférentielle A») plus une prime d'émission de soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-onze mille huit cent seize euros et quatre-vingt-douze centimes (EUR 73.491.816,92) à être attachée à la Nouvelle Part Préférentielle A (la «Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle A»), et une (1) nouvelle part sociale préférentielle B, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) (la «Nouvelle Part Préférentielle B»), ensemble avec la Nouvelle Part Préférentielle A définies comme les «Nouvelles Parts Préférentielles») plus une prime d'émission de cent un mille sept cent quatre-vingt euros et soixante-dix-sept centimes (EUR 101.780,77) à être attachée à la Nouvelle Part Préférentielle B (la «Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle B») et décider d'affecter la Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle A et la Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle B à un compte spécial de réserve non distribuable durant un an à compter de la date du présent acte;

2) Décider que le dividende préférentiel fixe à un taux de 15%, tel que prévu par l'article 5.4. des Statuts, doit, en ce qui concerne les Nouvelles Parts Préférentielles, courir à partir de la date des prêts relevants, tels que visés dans les bilans de PETERSBERG (tel que défini ci-après) ci-attachés;

3) Enregistrer la souscription et libération des Nouvelles Parts Préférentielles par apport en nature;

4) Modifier l'article 5.1 des Statuts relatif au capital social souscrit de la Société afin de refléter les décisions prises, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

«5.1 Le capital social souscrit est fixé à sept cent soixante et onze mille cinquante euros (771.050 EUR) représenté par:

- sept cent cinquante (750) parts sociales de classe A, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Ordinaires A»);

- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe B, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Ordinaires B»);

- vingt-deux mille six cent huit (22.608) parts préférentielles sociales de classe A, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Préférentielles A»); et

- sept mille deux cent trente-quatre (7.234) parts préférentielles sociales de classe B, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Préférentielles B»);»;

5) Divers.

Après délibération, la résolution a été prise à l'unanimité en application des Statuts de la Société et en particulier avec l'article 13 des Statuts:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital de la Société d'un montant de cinquante euros (50 EUR) pour le porter de sept cent soixante et onze mille euros (771.000 EUR) à sept cent soixante et onze mille cinquante euros (771.050 EUR) par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale préférentielle A, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) (la «Nouvelle Part Préférentielle A») plus une prime d'émission de soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-onze mille huit cent seize euros et quatre-vingt-douze centimes (EUR 73.491.816,92) à être attachée à la Nouvelle Part Préférentielle A (la «Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle A»), et une (1) nouvelle part sociale préférentielle B, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) (la «Nouvelle Part Préférentielle B») plus une prime d'émission de cent un mille sept cent quatre-vingt euros et soixante-dix-sept centimes (EUR 101.780,77) à être attachée à la Nouvelle Part Préférentielle B (la «Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle B»).

Les Associés décident d'affecter la Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle A à un compte spécial de réserve non distribuable durant un an à compter de la date du présent acte.

Les Associés décident d'affecter la Prime d'Emission de la Nouvelle Part Préférentielle B à un compte spécial de réserve non distribuable durant un an à compter de la date du présent acte.

Seconde résolution

Les Associés décident que le dividende préférentiel fixe à un taux de 15%, tel que prévu par l'article 5.4. des Statuts, doit, en ce qui concerne les Nouvelles Parts Préférentielles, courir à partir de la date des prêts relevants, tels que visés dans les bilans de PETERSBERG (tel que défini ci-après) ci-attachés.

Troisième résolution

Les Associés enregistrent la souscription et la libération intégrale en nature de la Nouvelle Part Préférentielle A et de la Nouvelle Part Préférentielle B, ainsi que la prime d'émission en rapport, de la façon qui suit:

1) BGP INVESTMENT, S.à r.l., une société à responsabilité privée, ayant son siège social au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.795, précitée, dûment représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration, laquelle restera attachée aux présentes minutes, qui après avoir fait constater que son mandant a pleine connaissance des Statuts, déclare souscrire, au nom de son mandant une (1) Nouvelle Part Préférentielle A, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR), plus une prime d'émission de soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-onze mille huit cent seize euros et quatre-vingt-douze centimes (EUR 73.491.816,92) à être attachée à la Nouvelle Part Préférentielle A, entièrement libérée par apport en nature consistant en l'apport des parts représentant 100% du capital social de PETERSBERG 271. VV, GmbH, dont le siège social est situé

à Bonn en Allemagne, immatriculée au Registre de Commerce de la Cour Locale (Amtsgericht) de Bonn sous le numéro HRB 13983 (ci-après «PETERSBERG») (les «Parts Apportées»);
tel qu'il a été prouvé au notaire soussigné lequel l'a expressément reconnu:

Description des Parts Apportées

Le capital social souscrit non libéré de PETERSBERG s'élève à vingt-cinq mille euros (25.000 EUR), avec des réserves d'un montant total de soixante-treize millions quatre cent soixante-sept mille trois cent cinquante-cinq euros et soixante-douze centimes (73.467.355,72 EUR) moins une perte d'un montant de cinq cent treize euros et quatre-vingts centimes (513.80 EUR).

En conséquent, les Parts Apportées sont évaluées à soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-onze mille huit cent quarante et un euros et quatre-vingt-douze centimes (EUR 73.491.841,92).

Documents établissant la valeur des Parts Apportées

La valeur des Parts Apportées a été calculée et évaluée à la date du 12 octobre 2006 à un montant de soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-onze mille huit cent quarante et un euros et quatre-vingt-douze centimes (EUR 73.491.841,92) correspondant à la valeur des parts représentant 100% du capital social de PETERSBERG, estimée, notamment, sur base des documents suivants qui resteront ci-annexés:

- un certificat, en date du 12 octobre 2006 émanant des représentants autorisés de BGP, en qualité de souscripteur de la Nouvelle Part Préférentielle A, confirmant la souscription de la Nouvelle Part A (plus la prime d'émission en rapport) et certifiant la valeur et la propriété des Parts Apportées;
- un rapport d'évaluation de la gérance de la Société, en date du 12 octobre 2006;
- une copie des statuts de PETERSBERG, en date du 27 septembre 2005;
- une copie du bilan de PETERSBERG, en date du 12 octobre 2006.

Réalisation effective de l'apport des Parts Apportées

BGP, en sa qualité d'apporteur, prédésigné, ici représenté comme dit ci-avant, déclare que:

- il dispose du pouvoir de céder les Parts Apportées à la Société;
- il n'existe aucun droit de préemption ou aucun autre droit en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de demander qu'une quelconque des Parts Apportées à la Société ne lui soit cédées;
- le transfert des Parts Apportées sera effectivement réalisé à dater de l'acte notarié constatant l'augmentation de capital de la Société par création et émission de la Nouvelle Part Préférentielle A; et
- toutes autres formalités seront réalisées au Grand-Duché de Luxembourg aux fins d'effectuer la cession des Parts Apportées à la Société et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Requête en exonération des droits proportionnels

Compte tenu du fait que l'apport en nature mentionné ci-dessus consiste en une augmentation du capital et de la prime d'émission de la Société par apport en nature d'au moins 65% de toutes les parts sociales émises par une société de capitaux ayant son siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne, la Société requiert expressément l'exonération du paiement du droit proportionnel d'apport sur base de l'article 4.2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit en pareil cas le paiement du droit fixe d'enregistrement.

2) HALVERTON INVESTMENTS LIMITED, une société à responsabilité privée, constituée en Royaume-Uni et Wales, ayant son siège social à Fairfax House, 15 Fulwood Place, London WC1V 6AY, Royaume-Uni, et immatriculée auprès du Registre de Commerce sous le numéro 5414614, précitée, dûment représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration, laquelle restera attachée aux présentes minutes, qui après avoir fait constater que son mandant a pleine connaissance des Statuts, déclare souscrire, au nom de son mandant une (1) Nouvelle Part Préférentielle B, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR), plus une prime d'émission à être attachée à la Nouvelle Part Préférentielle B pour un montant de cent un mille sept cent quatre-vingt euros et soixante-dix-sept centimes (EUR 101.780,77), entièrement libérée par apport en nature (les «Créances Apportées») consistant en l'apport de:

- une créance d'un montant de trente et un mille sept cent cinquante euros (31.750 EUR) plus les intérêts échus à la date du présent acte de dix-huit euros quatre-vingt-six centimes (18,86 EUR) détenue par HIL envers la Société dans les termes et conditions d'un contrat de prêt, en date du 11 janvier 2006;
- une créance d'un montant de trente-deux mille cinq cent quinze euros (32.500 EUR) plus les intérêts échus à la date du présent acte de dix-sept euros et deux centimes (17,02 EUR), détenue par HIL envers la Société dans les termes et conditions d'un contrat de prêt, en date du 13 février 2006; et
- une créance d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (37.500 EUR) plus les intérêts échus à la date du présent acte de dix-neuf euros et quatre-vingt-neuf centimes (19,89 EUR), détenue par HIL envers la Société dans les termes et conditions d'un contrat de prêt, en date du 10 février 2006;

tel qu'il a été prouvé au notaire soussigné lequel l'a expressément reconnu:

Description de l'apport

La valeur de la contribution en nature qui consiste en les Créances Apportées est estimée à cent un mille huit cent cinq euros et soixante-dix-sept centimes (101.805,77 EUR).

Tel qu'il apparaît dans les documents mentionnés ci-dessus présentés au notaire, la valeur des Créances Apportées correspond au moins à la valeur de la Nouvelle Part B, la prime d'émission en rapport à être émise en contrepartie des Créances Apportées.

Documents établissant la valeur de l'apport en nature

La valeur des Créances Apportées a été calculée et évaluée à la date du 12 octobre 2006 à un montant de cent un mille huit cent cinq euros et soixante-dix-sept centimes (101.805,77 EUR), entre autre, sur la base des documents suivants qui resteront ci-annexés:

- un certificat, en date du 12 octobre 2006 émanant des représentants autorisés de HIL en qualité de souscripteur de la Nouvelle Part Préférentielle B (plus la prime d'émission y relative) confirmant la souscription de la Nouvelle Part Préférentielle B (plus la prime d'émission y relative) et certifiant la valeur et la propriété des Créances Apportées;
- un rapport d'évaluation de la gérance de la Société, en date du 12 octobre 2006;
- une copie du contrat de prêt susmentionné, en date de 11 janvier 2006, du contrat de prêt susmentionné, en date du 13 février 2006, du contrat de prêt susmentionné, en date du 10 février 2006 et du contrat de prêt susmentionné, en date du 10 février 2006.

Réalisation effective de l'apport

HIL, en sa qualité d'apporteur, prédésigné, ici représenté comme dit ci-avant, déclare que:

- il dispose du pouvoir de céder les Créances Apportées à la Société;
- il n'existe aucun droit de préemption ou aucun autre droit en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de demander qu'une quelconque des Créances Apportées à la Société ne lui soit cédées;
- le transfert des Créances Apportées sera effectivement réalisé à dater de l'acte notarié constatant l'augmentation de capital de la Société par création et émission de la Nouvelle Part Préférentielle B; et
- toutes autres formalités seront réalisées au Grand-Duché de Luxembourg aux fins d'effectuer la cession des Créances Apportées à la Société et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier le début de l'article 5.1 des Statuts relatif au capital social souscrit de la Société afin de refléter les décisions prises, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

«5.1 Le capital social souscrit est fixé à sept cent soixante et onze mille cinquante euros (771.050 EUR) représenté par:

- sept cent cinquante (750) parts sociales de classe A, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Ordinaires A»);
- deux cent cinquante (250) parts sociales de classe B, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Ordinaires B»);
- vingt-deux mille six cent huit (22,608) parts préférentielles sociales de classe A, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Préférentielles A»); et
- sept mille deux cent trente-quatre (7,234) parts préférentielles sociales de classe B, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune (les «Parts Préférentielles B».)»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué à environ 9.000 EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne prenant la parole, la séance est clôturée.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête du comparant, le présent acte est établi en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, connus du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Galiotto, F. Gibert, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2006, vol. 29CS, fol. 95, case 2. – Reçu 1018,06 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2006.

J. Elvinger.

(125126.3/211/493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2006.

KAMAYAMA TECHNOLOGIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 92.769.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03565, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(123397.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

DIGITAL TRADING SERVICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 111.421.

Par la présente nous vous informons que le siège social de la société DIGITAL TRADING SERVICE, S.à r.l., immatriculée au RC B 111.421, ne se situe plus rue de l'Industrie, coin des Artisans, L-3895 Foetz.

Le 26 octobre 2006.

FIDUCIAIRE EURO CONSEIL ENTREPRISE S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2006, réf. LSO-BW03238. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(123419.2//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

VERTIGO HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Ste Croix.

R. C. Luxembourg B 113.143.

Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Associé unique qui s'est tenue le 31 octobre 2006

A l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Associé unique de VERTIGO HOLDING, S.à r.l., il a été décidé comme suit:

- d'accepter la démission de TCG GESTION S.A. de sa fonction de gérant et ce avec effet immédiat;
- d'accepter la démission de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. de sa fonction gérant et ce avec effet immédiat;
- de nommer INTERCONSULT S.A., ayant pour adresse le 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, en tant que gérant et ce avec effet immédiat;
- de transférer le siège social de la Société du 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 octobre 2006.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. / TCG GESTION S.A.

Manager / Manager

Signatures / Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 2006, réf. LSO-BW01259. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123474.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

VASIKKA S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 68.379.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03676, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 23 octobre 2006.

F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A. / F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures / Signatures

(123522.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

PINNACLE INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 30.671.

Extrait des résolutions prises a l'assemblée générale ordinaire du 20 octobre 2006

Le mandat du commissaire aux comptes INTERAUDIT, S.à r.l., avec siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.901, est renouvelé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 9 novembre 2006, réf. LSO-BW02421. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123520.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

ABERDEEN PROPERTY FUNDS PAN-NORDIC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R. C. Luxembourg B 118.250.

Suivant la résolution du Conseil d'Administration de ABERDEEN PROPERTY FUNDS PAN-NORDIC, S.à r.l. en date du 14 août 2006, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 9 novembre 2006.

BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2006, réf. LSO-BW03217. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123484.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

BELGELEC FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 70.655.

Nominations statutaires

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 2006 a:

- décidé de ne pas pourvoir au remplacement de Mme Anja Mackelberg et de MM. Eddy Herreman, Robert-Olivier Leysens et Patrick Verlee dont les mandats d'administrateur venaient à échéance à l'issue de la présente assemblée; les pouvoirs de gestion journalière qui leur avaient été conférés leur ont été de ce fait retirés;
- renouvelé les mandats d'administrateur, pour un nouveau terme d'un an, de MM. Guido Vanhove, Jan Brackenier et Etienne De Ranter. Ces mandats viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2007;
- nommé en qualité d'administrateur, pour un terme d'un an, Mme Saliha Merini, demeurant rue de Lenny, 19 à B-5360 Natoye (Belgique). Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2007. Des pouvoirs de gestion journalière lui ont également été conférés;
- le nombre d'administrateurs a été ramené à 4;
- renouvelé pour un nouveau terme d'un an, le mandat de réviseur de la société anonyme DELOITTE Réviseurs d'entreprises. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2007.

Luxembourg, le 11 juillet 2006.

S. Merini / J. Brackenier

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2006, réf. LSO-BU02636. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123488.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

ELECTRABEL INVEST LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 5.222.

Conseil d'administration: démission - nomination

L'assemblée générale ordinaire, en sa séance 5 juillet 2006, a:

- pris acte de la démission de M. Patrick Verlee à l'issue de la présente assemblée;
- nommé M. Jan Brackenier, demeurant 35, boulevard de Verdun à L-2670 Luxembourg, en qualité d'administrateur pour achever le mandat de M. P. Verlee. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2011;
- pris acte de la démission de M. Jan Brackenier, en qualité de commissaire aux comptes à la date de ce 5 juillet 2006;
- nommé M. Grégoire de Thier, demeurant place Thomas Baldis 1 à 1160 Auderghem (Belgique), en qualité de commissaire aux comptes pour achever le mandat de M. J. Brackenier. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2011;
- renouvelé pour un terme trois ans le mandat de réviseur de la S.A. DELOITTE. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2009.

Le 12 octobre 2006.

A. Mackelberg / N. Tissot

Administrateur / Président

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03894. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123492.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2006.

113567

CHEMINCO S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 62.552.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 18 avril 2006

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Aloyse Scherer, diplômé I.E.C.G., demeurant au 16, rue Dante, L-1412 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Enzo Liotino, directeur, avec adresse professionnelle au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Gilbert Divine, fondé de pouvoir, avec adresse professionnelle au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2009.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme, 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2009.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2006, réf. LSO-BW02922. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(123521.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

C&C CONSTRUCTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean.
R. C. Luxembourg B 121.239.

STATUTS

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains.

Ont comparu:

1. Eupremio Chionna, entrepreneur, demeurant à L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean;
2. Carmine Calamo, maçon, demeurant à L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de C&C CONSTRUCTION, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bereldange.

Art. 3. La société a pour objet les travaux de restructuration, de rénovation, la peinture et décoration de bâtiments, et la pose d'éléments préfabriqués, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros, représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq (125,-) euros chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2007.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Eupremio Chionna, trente parts sociales	30
2) Carmine Calamo, soixante-dix parts sociales	70
Total: cent parts sociales	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

113568

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à sept cent cinquante (750,-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean.
- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).

Sont nommés gérants, pour une durée illimitée:

- Eupremio Chionna, entrepreneur, demeurant à L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean, gérant technique;
- Carmine Calamo, maçon, demeurant à L-7233 Bereldange, 39, cité Grand-Duc Jean, gérant administratif.

La société est engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Déclaration

En application de la loi du 11 août 1998 portant introduction de l'incrimination des organisations criminelles et de l'infraction de blanchiment au code pénal les comparants déclarent être les bénéficiaires réels des fonds faisant l'objet des présentes et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants, ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Chionna, C. Calamo, R. Arrensdorff.

Enregistré à Remich, le 6 novembre 2006, vol. 471, fol. 15, case 8. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 15 novembre 2006.

R. Arrensdorff.

(123797.3/218/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

SAVONA S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 93.374.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03674, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 23 octobre 2006.

F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A. / F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures / Signatures

(123525.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

EKNAH INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 109.206.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2006, réf. LSO-BW03670, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 23 octobre 2006.

F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A. / F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures / Signatures

(123528.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2006.
